Bureau de dépôt - Bruxelles X
P701162

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Périodique trimestriel du CIEP/MOC
n° 88 • avril • mai • juin • 2016

L'ESPERLUETTE

Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"

Climat et justice sociale : même combat

© Reportage photo & 88

© Véronique Bouchat

Sommaire

Edito

Dans la vie, il n'y a pas de solutions, il y a des forces en marche: il faut les créer et les solutions suivent 3

Analyse

Climat et justice sociale: même combat!

L'écologie, avant tout une question sociale 4

La réponse capitaliste au défi climatique: dangers et alternatives 7

Ecoféminisme et «oekology». Des pêcheuses brésiliennes pour l'environnement 9

Pour en savoir plus 11

Mouvement en campagne

La journée de tous les possibles pour la campagne 12

Partout dans le monde, des femmes marchent pour leurs droits 13

JOC Brésil-JOC Wallonie-Bruxelles: même combat pour les jeunes? Impressions de voyage 14

Economie collaborative 15

Commémorer la grève des «femmes-machines» de 1966. Au-delà de l'événement historique 16

Vie de L'ISCO

Origine sociale et réussite scolaire. Approfondissement à l'ISCO 18

En régions

Le RWDH, un acteur social incontournable pour le droit à l'habitat 21

Agenda 23

Fiche pédagogique

TTIP: le déconstruire pour mieux le combattre

© Reportage photo & 88

© Albert Blond

© Reportage photo & 88

© Vanessa Mortier

Cadrer les vues pour recadrer les vies, dévoiler les corps pour mieux montrer les âmes, pointer les objets pour faire entrevoir les gens, mises en scène de la nature pour en faire de la culture, c'est le travail artistique particulier des photographes du jour, dont leurs objectifs se font subjectifs pour nous esthétiser le monde.

Nous remercions les étudiants de 1ère année Photographie à l'ILFOP-Namur qui nous ont offert ce reportage. ■

Comité de rédaction: Lahcen Ait Ahmed, Stéphanie Baudot, Virginie Delvaux, France Huart (coordination), Zoé Maus, Florence Moussiaux, Michèle Stessel, Nicole Tinant

Secrétariat: Francine Baillet, Lysiane Mettens

Ont participé à ce numéro: Florence Anthonis, Christian Boucq, Virginie Delvaux, Sara Tavares Gouveia, France Huart, Florence Loriaux, Zoé Maus, Christian Piret, Laura Plumet, Daniel Tanuro, Thierry Toussaint, Anaïs Trigalet, Nicolas Vandenhemel.

Photos: Etudiants 1ère année Photo ILFOP

CIEP communautaire: Tél: 02/246.38.41, 42, 43 - Fax: 02/246.38.25 - Courriel: communautaire@ciep.be

Editeur responsable: Virginie Delvaux - Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

Design: DCL Printers - Courriel: dcl.printers@skynet.be - Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Dans la vie, il n'y a pas de solutions, il y a des forces en marche: *il faut les créer et les solutions suivent*[1]

Par Virginie Delvaux, Directrice CIEP-ISCO communautaire

De fait, lorsque l'on s'attelle à prendre à bras le corps l'enjeu de la question climatique, on se rend compte que beaucoup de choses ont été dites, les enjeux analysés, des projections catastrophées, des propositions exprimées et planifiées. Les solutions existent donc dans les discours et dans les textes mais, comme le sous-tend Antoine de St Exupéry dans son livre *Vol de Nuit*, rien ne sert si on ne mobilise pas les forces en marche. Et c'est malheureusement ce que nous vivons aujourd'hui à quelques mois seulement de l'après COP21 de Paris.

Comme l'expriment assez clairement Eloi Laurent et Philippe Pochet dans leur dernier ouvrage[2], la transition écologique ne saurait être une transition par l'obéissance ni une transition par la terreur. Prenons un exemple connu de longue date et proche de nos réalités quotidiennes: l'impact des campagnes de prévention contre la cigarette. Ni les images de bébés mort-nés ou du slogan «fumer tue» sur les paquets de tabac, ni les démonstrations scientifiques n'arrivent à endiguer ce phénomène connu de tous. Cela semble irrationnel, et c'est sans doute le cas quand on le comprend dans son sens premier: ce qui est en dehors du domaine de la raison. «Ni l'intelligence ni le jugement ne sont des créateurs»[3].

Cela ne veut pas dire pour autant que nous n'avons pas besoin de raisonnement ni d'être confrontés parfois à des images de stress mais juste que cela n'est pas suffisant pour que la situation se modifie fondamentalement. Agir pour une transition écologique demande donc également de mobiliser les forces en marche. Et elles existent. Ce dossier de *L'Esperluette* tentera de montrer en quoi les mouvements sociaux, les syndicats, les ONG, la société civile, les associations environnementalistes sont des forces à coaliser pour que transition écologique rime avec égalité, justice et progrès social.

La transition sociale-écologique nous interpelle partout, depuis l'actualité quotidienne jusque dans ma relecture récente du *Petit Prince* à ma fille. Vous vous souvenez peut-être du passage avec le baobab? Le Petit Prince raconte que sa planète, si petite, pourrait éclater sous les racines des baobabs si on n'y prenait pas garde. Il explique donc qu'il faut agir avec discipline: «Tous les jours après avoir fait sa toilette, il faut faire la toilette de la planète. Il est quelque fois sans inconvénient de remettre à plus tard son travail. Mais s'il s'agit des baobabs, c'est toujours une catastrophe». Le Petit Prince demande alors à l'aviateur de faire un dessin à ce sujet: ce sera cette superbe aquarelle avec les trois baobabs qui recouvrent la planète. Antoine de Saint Exupéry écrira alors, et ce sera ma conclusion: «Quand j'ai dessiné les baobabs, j'étais animé par le sentiment d'urgence»[4].

En 1943, tout avait déjà été dit. ■

1. DE SAINT EXUPERY Antoine, *Vol de nuit*, Paris, NRF Gallimard, 1931.
2. LAURENT Eloi et POCHET Philippe, *Pour une transition sociale-écologique: quelle solidarité face aux défis environnementaux*, Paris, Les Petits matins, Seuil, 2015.
3. DE SAINT EXUPERY Antoine, *Pilote de guerre*, Paris, Gallimard Folio, 1942.
4. DE SAINT EXUPERY Antoine, *Le Petit Prince*, Evreux, 2012, p. 28 (Collection Folio).

© Reportage Photo & 88

© Laetitia Avenière

Climat et justice sociale: même combat

L'écologie, avant tout une question sociale

Par Anaïs Trigalet,
Chargée de mission MOC

Les préoccupations écologiques, du moins telles qu'appréhendées par l'écologie sociale, apparaissent relativement récentes en regard de l'histoire du Mouvement ouvrier. Elles ont cependant été de plus en plus prises en compte par les syndicats ces dernières années, qui plaident désormais pour une «transition juste». Néanmoins, n'y a-t-il pas une tendance, au sein de nos Mouvements, à renvoyer les questions écologiques vers les associations environnementales ou, à tous le moins, à les considérer comme secondaires et les traiter après les urgences socio-économiques? En tous les cas, il y aurait peut-être lieu d'interroger le clivage qui tend à envisager ces questions séparément: permet-il de prendre toute la mesure de la crise climatique et, plus largement, écologique, dans les liens qu'elle entretient avec les modes de production et de développement économique? Quels sont précisément ces liens? Ou, autrement dit, en quoi le monde du travail est-il concerné par cette problématique? Cette analyse est une tentative pour ouvrir quelques pistes de réflexion sur ces questions.

Une «révolution géologique d'origine humaine»[1]!

Précisons tout d'abord que la question écologique concerne l'humanité entière, présente et à venir. Nous ne disposons, en effet, que d'une seule terre, dont les ressources (minérales et renouvelables, dont nous tirons notre énergie et nos biens) sont limitées, de même que les capacités d'absorption de nos déchets. Nous sommes ainsi entrés dans «le temps du monde fini»[2], où nous ne pourrons plus prendre sans limite à la nature sans nous soucier de sa régénération. C'est également la première fois dans l'histoire de l'humanité que les activités humaines ont atteint une telle ampleur qu'elles modifient littéralement l'ère géologique dans laquelle se trouve la terre, l'emmenant dans l'«anthropocène», véritable *terra incognita* dont on sait néanmoins déjà qu'elle sera caractérisée par une biodiversité moindre et un climat plus chaud, humide et instable… et dont la trajectoire empruntée actuellement n'apparait pas viable[3]! Pour paraphraser Geneviève Azam, on pourrait dire que c'est la première fois que l'histoire naturelle de la terre croise l'histoire des sociétés humaines[4]. Et on peut espérer que ce croisement soit le lieu d'un sursaut et d'une prise de conscience: nous ne pouvons plus, désormais, considérer les problèmes écologiques indépendamment des conditions sociales qui les produisent. «Les raisons pour lesquelles un endroit est pollué exigent une analyse du fonctionnement de la société, de son économie, de son comportement, de ses manières de comprendre la réalité. Étant donné l'ampleur des changements, il n'est plus possible de trouver une réponse spécifique et indépendante à chaque partie du problème. Il est fondamental de chercher des solutions intégrales qui prennent en compte les interactions des systèmes naturels entre eux et avec les systèmes sociaux. Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature»[5].

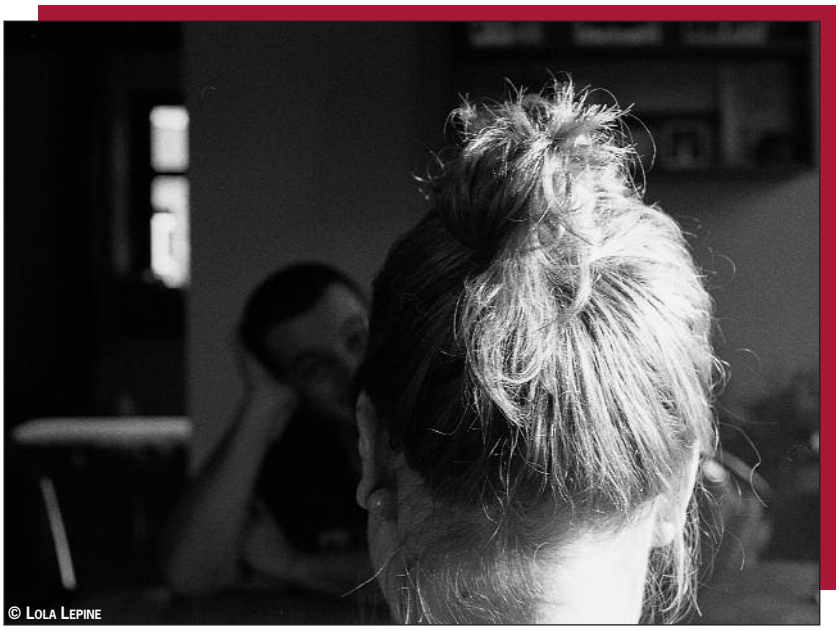
Un modèle de développement insoutenable

La seconde piste de réflexion tient au fait que ce n'est pas l'activité humaine en général qui entraine ces dévastations, mais bien un type particulier d'activités, socialement et historiquement situées. Certains auteurs se demandent si cette nouvelle ère ne devrait pas être qualifiée d'«occidentalocène» ou de «capitalocène». Ils montrent ainsi que les responsabilités de ce changement de trajectoire sont inégalement portées par les régions du monde et les groupes sociaux[6].

En matière de climat, il est aujourd'hui scientifiquement reconnu que c'est principalement la combustion des énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole,…) qui est à la base des émissions de CO_2 responsables du changement climatique[7]. Or les émissions cumulées de CO_2 depuis 1850 des États-Unis et de l'Union européenne représentent plus de 50% du total des émissions mondiales depuis cette époque.

Ce phénomène de combustion des énergies fossiles, initié il y a deux siècles avec la révolution industrielle, et qui est à la base de tout notre système énergétique et de production, s'est très fortement accéléré après la Deuxième Guerre mondiale. Cet accroissement peut être mis en parallèle avec une augmentation très rapide et très forte de différents indicateurs de développement socio-économique, et notamment le PIB et la consommation d'énergie[8].

Alors que les émissions globales de gaz à effet de serre devraient décroitre dès maintenant si nous voulons limiter l'augmentation de la température globale à 2°C[9], elles ont, en réalité, augmenté chaque année depuis 1945[10] et leur taux de croissance s'est accéléré dans les années 2000, parallèlement au renforcement de la mondialisation néo-libérale de l'économie. Les traités de libre-échange qui se préparent en ce moment devraient encore renforcer cette donne: d'une part, en entrainant une augmentation du transport de marchandises; d'autre part, en rendant encore plus difficile, voire impossible, pour les États d'intervenir en faveur de la transition écologique (développement des énergies renouvelables, soutien aux productions locales, etc.) et en imposant véritablement, ce faisant, «le commerce avant le climat». Dès lors, on peut poser la question de la croissance de l'activité économique qui constitue, aujourd'hui, bien souvent le principal (voir le seul) objectif des politiques économiques, dans un contexte de concurrence effrénée entre nations. Or, si on envisage la croissance en braquant le projecteur sur les flux physiques nécessaires à la production, son insoutenabilité écologique apparait: «produire, c'est transformer des *inputs* en *outputs*. Et transformer (changer d'état), c'est, par définition, mettre en œuvre de l'énergie en quantité proportionnelle à l'importance de la transformation»[11]. L'accroissement de la production économique est donc lié à celui de la consommation d'énergie. Dans un monde aux ressources limitées, ce constat implique que seuls le remplacement des énergies fossiles par les renouvelables et une amélioration de l'efficacité énergétique ne seront pas suffisantes: il est incontournable désormais de considérer la logique même de croissance, impossible à poursuivre, et pourtant inhérente au système capitaliste[12]. Cet impératif est d'autant plus grand que tous les indicateurs du dérèglement climatique sont au rouge et qu'il y a urgence à réduire les émissions de CO_2.



© Reportage photo & 88

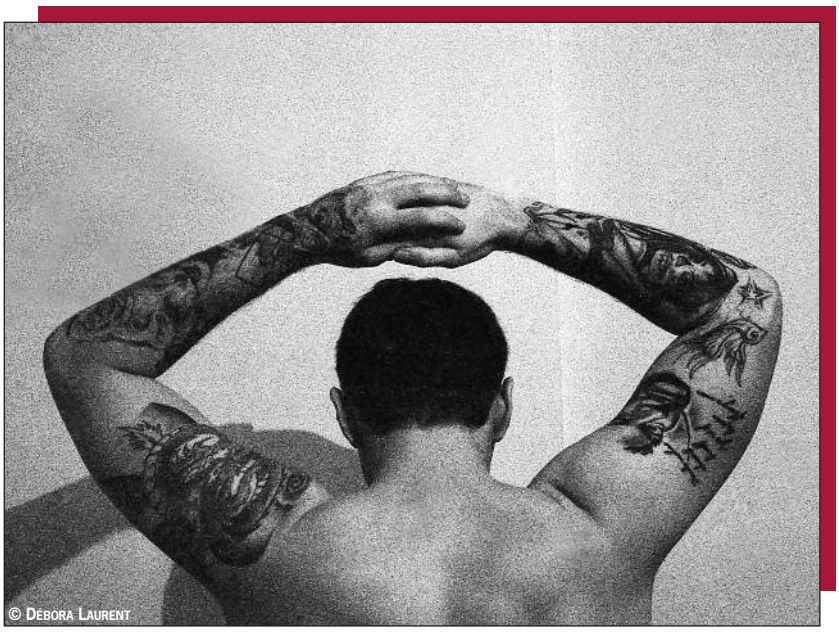
© Lola Lepine

Les inégalités sociales renforcées par les dégâts écologiques

Une troisième piste tient au lien existant entre dégradations de l'environnement et renforcement des inégalités, d'une part, mais aussi entre l'histoire des inégalités et l'histoire des dégradations écologiques, d'autre part. Différents auteurs ont montré que les atteintes à l'environnement et les catastrophes écologiques affectent particulièrement les plus pauvres sur la planète (pays et individus), et atteignent aussi spécifiquement les femmes (Voir l'article du Dossier p.9-11). Si ce constat vaut pour les pays du Sud davantage exposés aux conséquences du réchauffement climatique, il est également valable au Nord. Ainsi, lors du passage du cyclone Katrina à La Nouvelle-Orléans en 2005, le plus lourd tribut a été payé par les femmes afro-américaines et leurs enfants, majoritairement pauvres[13]. Cet exemple illustre, à lui seul, à quel point les conséquences des dégradations écologiques viennent renforcer les dominations capitalistes, racistes et sexistes à l'œuvre dans la société, leur surimposant des injustices environnementales.

Le second aspect important[14] est que la conquête de l'hégémonie économique par les États-Nations occidentaux s'est appuyée sur l'exploitation du travail et des ressources des pays du Sud. Le concept d'échange écologique inégal met en évidence cet accaparement des ressources, en montrant que les biens et services échangés ont été largement inégaux quant à la valeur écologique (c'est-à-dire la quantité de ressources naturelles) qu'ils incorporent. Ce développement des économies occiden-

tales n'a ainsi pu se réaliser qu'au prix d'un endettement écologique considérable. A titre d'exemple, dès 1973, l'empreinte écologique de la France atteignait 141% de sa bio-capacité domestique. Et cet échange écologique inégal se poursuit aujourd'hui, notamment à travers des mécanismes visant à s'approprier les écosystèmes du Sud pour tenter de compenser les émissions de gaz à effet de serre des régions riches. On assiste ainsi au développement d'une politique «climatique» capitaliste qui, sous couvert de lutter contre le réchauffement climatique, poursuit, en réalité, cette trajectoire injuste et destructrice. Certains auteurs[15] n'hésitent d'ailleurs pas à qualifier cette trajectoire de criminelle, tant on sait désormais que chaque gigatonne de CO_2 émise au-delà du respect des 2° correspondra, à court terme, à des millions de déplacés et de victimes.


© Débora Laurent

© Reportage photo & 88

Des pistes pour conclure

Au vu des quelques éléments analysés, il nous semble essentiel d'examiner plus avant la question écologique et ses liens avec le modèle de développement dominant. Si considérer davantage cette problématique pourrait faire apparaitre qu'elle met «la gauche au pied du mur»[16] et, face à l'urgence d'avancer dans la construction d'un projet de société dépassant le capitalisme, cela pourrait également constituer, pour ces forces syndicales et politiques, une véritable opportunité de se renouveler. Il s'agirait alors de continuer à construire un projet de société qui soit juste, garantissant à chacun-e l'accès aux biens fondamentaux nécessaires pour mener une vie digne, et durable, en intégrant dans cette notion une dimension non productiviste, voire, dans nos pays développés, de réduction de la production matérielle, des transports et de la consommation.

Pour avancer en ce sens, deux pistes nous semblent porteuses. Tout d'abord, à un niveau institutionnel, le groupe de travail «Un autre modèle de développement», lancé à la suite du Congrès du MOC de 2011 sur les *Options fondamentales*, a déjà entamé un important travail sur les problématiques de la transition écologique et du productivisme, qui sera poursuivi dans le cadre d'une journée d'étude en automne prochain et d'une Semaine sociale du CIEP-MOC. Ensuite, au niveau des pistes de réflexion, il nous semble qu'explorer la pensée de Bernard Friot[17] pourrait s'avérer fécond afin de développer des perspectives qui apportent des réponses tout à la fois à la crise sociale et environnementale. En effet, en proposant de renouer avec une sortie du capitalisme, en s'appuyant sur ce qu'il appelle le «déjà-là révolutionnaire» de la «cotisation-salaire»[18] et en le prolongeant par la revendication d'un salaire à vie, mais aussi en dénonçant la propriété lucrative des moyens de production et en plaidant pour son remplacement par une propriété d'usage, il nous donne autant de pistes qui, pour peu qu'on les saisisse dans leur articulation et leur cohérence, permettraient de déplacer le curseur, dans nos luttes, du partage des fruits de la croissance vers le fait d'avoir prise sur la détermination de ce qui vaut et doit être produit: des voitures individuelles, fussent-elles électriques et «repeintes en vert», ou des transports en commun efficients et accessibles à tous? Les secteurs publics et non marchands ou seulement la production marchande? Ne serait-ce pas, en effet, sur base d'une telle perspective que pourrait se construire une alliance avec les nouveaux mouvements sociaux tels que celui pour le climat ainsi qu'avec les mouvements paysans, écoféministes, etc. qui s'articulent autour d'une reconquête des communs? Une alliance à même de faire vaciller un système injuste et insoutenable et de redonner… du souffle à l'humanité. ■

1. BONNEUIL Christophe et FRESSOZ Jean-Baptiste, *L'évènement anthropocène. La terre, l'histoire et nous*, Paris, Editions du Seuil, 2013.
2. AZAM Geneviève, *Le temps du monde fini, vers l'après capitalisme*, Les liens qui libèrent, 2010.
3. La définition du concept d'anthropocène est reprise de ANGUS Ian: «Le capitalisme, marqueur géologique?», dans *Manière de Voir*, n°144, décembre 2015 - janvier 2016.
4. Interview radio de Geneviève AZAM, *Terre à terre*, France Culture, 30 octobre 2010.
5. *Lettre Encyclique LAUDATO SI' du Saint Père François sur la sauvegarde de la maison commune*, 24 mai 2015, p. 108.
6. BONNEUIL Christophe, «Tous responsables?», dans *Le Monde Diplomatique*, n° 740, novembre 2015.
7. Les gaz à effet de serre émis se concentrent dans l'atmosphère et empêchent ensuite les rayons du soleil qui parviennent à la surface de la terre (et s'y réfléchissent) de se perdre dans l'espace. Ils sont comme «enfermés» dans l'atmosphère, ce qui provoque le réchauffement climatique.
8. Voir ANGUS Ian, *op. cit.*
9. Sur base des travaux du GIEC, le seuil de 2°C de réchauffement a été déterminé comme limite «dangereuse» à ne pas dépasser lors de la Conférence des Nations Unies sur le climat de Cancun (2010). Cet objectif est repris dans l'accord de Paris (2015), bien que les moyens annoncés par les États pour y parvenir (les plans climats nationaux) ne permettent pas de l'atteindre.
10. Excepté en 2009 suite à la crise financière. Voir KLEIN Naomi, *Capitalisme et changement climatique. Tout peut changer*, Actes Sud, 2015.
11. JEANMART Hervé, LUYCKX Charlotte et POSSOZ Louis, «Le défi de la transition énergétique», dans *Politique*, n°91, septembre-octobre 2015.
12. *Ibidem.*
13. Voir TANURO Daniel, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2010.
14. Nous nous basons sur BONNEUIL Christophe, *op. cit.*
15. *Ibidem.*
16. Titre repris du dossier de *Politique*, *op. cit.*
17. Voir FRIOT Bernard, *Emanciper le travail. Entretiens avec Patrick Zech*, Paris, La dispute, 2014.
18. Les cotisations sociales, non pas dans la logique de prévoyance du «j'ai cotisé, j'ai droit» mais dans leur logique salariale, c'est-à-dire en tant qu'elles permettent de financer les salaires de travailleurs productifs (soignants, retraités,…).

La réponse capitaliste au défi climatique: *dangers et alternatives*

Par Daniel Tanuro,
Membre de Climat et Justice Sociale

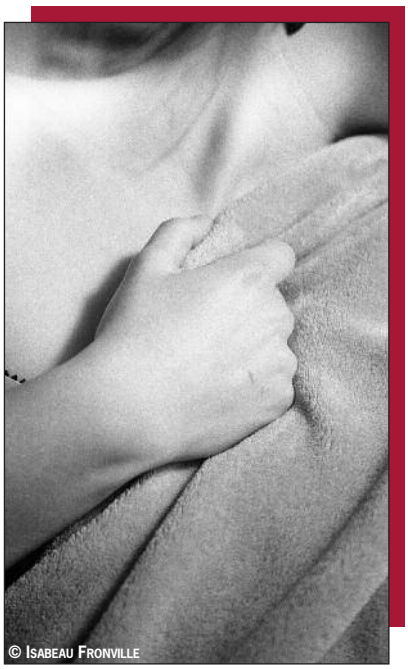
«Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes»: cette citation de l'économiste J. Schumpeter éclaire les difficultés majeures éprouvées par le système pour relever les défis écologiques. En dernière instance, en effet, tous ces défis -biodiversité, climat, empoisonnement chimique, perturbation des cycles de l'eau, du phosphore et de l'azote, destruction de la couche d'ozone, épuisement des sols et des ressources halieutiques, etc.- s'aiguisent du fait de l'opposition croissante entre les limites de la planète et la tendance constante du capital à dépasser ces limites.

Cette tendance est inscrite dans la définition même du «capital»: un rapport social d'exploitation axé sur la production de valeur dans un contexte de concurrence entre propriétaires des moyens de production. Cette concurrence oblige en permanence chaque patron à augmenter la productivité du travail, principalement en remplaçant des travailleurs par des machines. Il en résulte une spirale de mécanisation qui accroit la masse de marchandises produites, la quantité de ressources consommées et la quantité d'énergie nécessaire à leur transformation ainsi qu'à leur transport. Une plus grande efficience des process peut certes freiner cette augmentation mais pas l'annuler. Le pillage de la nature et l'exploitation de la force de travail progressent donc en parallèle comme deux conséquences jumelles de la course au profit.

Ce progrès destructif est réglé quasi automatiquement par les exigences du marché. Aucun mécanisme économique endogène ne peut l'empêcher de se poursuivre. Tout capitaliste qui tenterait de s'y opposer, serait condamné à la mort économique. En fait, la logique immanente du capital implique que la destruction continue tant qu'il y a des ressources à piller et de la force de travail à exploiter: ce sont les seules limites susceptibles de s'imposer d'eux-mêmes au système. Une inflexion ne peut venir que de décisions politiques et celles-ci, pour être efficaces, impliquent de contester les lois du développement capitaliste. Evidemment, de telles décisions se heurtent à la résistance des puissants milieux d'affaires puisque les mesures à prendre menacent leurs intérêts.

Dans le dossier climatique, la résistance a été -et est toujours- d'une redoutable efficacité: les avertissements scientifiques remontent à plus de cinquante ans; la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (CCNUCC) a été adoptée en 1992; cinq rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) n'ont fait que confirmer la menace avec une précision accrue… et rien, ou presque, n'a été entrepris. Le GIEC évoque prudemment certains «intérêts particuliers». Ils ne sont pas cités mais on les identifie aisément: pour avoir 66% de chance de ne pas dépasser 2°C de hausse de la température par rapport à l'ère préindustrielle, 4/5e des réserves connues de combustibles fossiles devraient ne jamais être exploitées. C'est dire qu'une lutte sérieuse contre le réchauffement passe par la destruction massive d'actifs détenus par les multinationales de l'énergie. Une «bulle de carbone» d'autant plus énorme qu'elle impliquerait aussi le démantèlement avant amortissement d'une partie des raffineries, centrales électriques, pipelines, lignes à haute tension, terminaux portuaires, et autres infrastructures financées par «les marchés». Sans parler des impacts en cascade sur l'automobile, l'aéronautique, la pétrochimie, etc.

Cependant, l'inquiétude face aux conséquences des changements climatiques gagne du terrain, y compris parmi certains serviteurs du système capitaliste. Des personnalités, comme l'ex-vice-président et homme d'affaires US Al Gore, l'ex-économiste en chef de la Banque Mondiale Nicholas Stern, ou l'actuel gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney, disent en substance: «lutter contre le changement climatique coutera cher, oui; mais le réchauffement «anthropique» est une réalité et, si nous ne faisons rien, cela coutera beaucoup, beaucoup plus cher; à terme, cela peut même créer une situation ingérable, mettant en danger l'ordre capitaliste lui-même». Certains secteurs économiques, notamment les compa-



© Reportage Photo & 88
© Isabeau Fronville

gnies d'assurances, sont très sensibles à cette argumentation[1].

Malgré des accords internationaux, en route pour plus de 2°C

Au cours des dernières années, le vent a tourné, les climato-négationnistes ont perdu du terrain et une majorité au sein de la classe dominante mondiale se rallie à Al Gore et Cie. Dès 2006, le rapport sur «L'économie du changement climatique» de Nicholas Stern pour le Gouvernement britannique esquissait une politique climatique capitaliste. Il préconisait de réorienter les investissements en instaurant un prix du carbone, mais de «ne pas en faire trop, ni trop vite». Une stabilisation de la concentration atmosphérique en gaz à effet de serre à 450 ppm CO_2 équivalent[2] donnerait une chance raisonnable (66%) de ne pas dépasser 2°C de réchauffement mais couterait 3% du PIB mondial et aurait un cout trop élevé dans certains secteurs comme les transports. Stern optait donc pour une stabilisation à 550ppmv, qui entrainerait un réchauffement de plus de 3°C d'ici la fin du siècle… mais ne couterait que 1% du PIB.

En dépit de tout le battage médiatique, l'accord conclu à la COP21 de Paris est dans le droit fil de cette orientation. Sa partie active est, en effet, constituée des plans climat des États[3], dont l'impact cumulé signifie un réchauffement de 2,7 à 3,7°C -au moins. A côté de cela, l'accord inclut certes une promesse de ne pas dépasser 2°C, voire 1,5°. Mais celle-ci n'est assortie d'aucune mesure et la nécessité de sortir des combustibles fossiles n'est même pas évoquée. Ce n'est qu'une déclaration d'intentions pour donner à l'opinion publique l'impression que la situation est sous contrôle. Or, la situation n'est pas du tout sous contrôle. A très long terme, un réchauffement de 3°C signifie une hausse possible du niveau des océans de dix mètres. D'autres impacts plus immédiats sont déjà observés sur la production agricole, la biodiversité, la santé, etc. L'urgence est donc maximale. Il suffit de jeter un œil sur les estimations relatives au «budget carbone», à savoir la quantité de carbone qui peut encore être envoyée dans l'atmosphère au cours de ce siècle, telle que le GIEC l'a évaluée pour la période 2011-2100. Pour 66% de chance de rester sous les 2°C, le budget carbone n'est que de 1000 GT[4]; pour 1,5°C, il n'est que de 400GT. Au rythme actuel des émissions, ces «budgets» seraient épuisés respectivement en 2036 et en 2021. Or, ces simulations sont biaisées: elles incluent le recours massif à des technologies hypothétiques censées retirer du carbone de l'atmosphère (ce sont les TEN, «technologies à émissions négatives»). Si on ne tient pas compte de ces TEN, le budget carbone pour 2°C est épuisé depuis… 2010. En vérité, nous sommes déjà en route vers plus de 2°C.

Dans la logique du système, le recours aux TEN apparait comme le seul moyen de tenter de concilier la sacro-sainte croissance capitaliste (donc de limiter au maximum «la bulle de carbone») et la (très) relative stabilisation du climat de la Terre à un cout estimé comme acceptable pour le capitalisme. Mais c'est peu dire qu'il s'agit de moyens d'apprentis sorciers. La plus mûre des TEN consiste à bruler massivement de la biomasse à la place des fossiles en captant le CO_2 à la sortie des centrales électriques, pour l'enfouir dans des couches géologiques profondes. Les dangers écologiques et sociaux seraient redoutables: concurrence avec les cultures vivrières dans l'utilisation des sols, plantation de gigantesques monocultures industrielles d'arbres à croissance rapide, alignement des prix des produits agricoles sur ceux de l'énergie, expropriation de populations rurales et de peuples indigènes… Sans compter le risque que le CO_2 enfoui ressorte des réservoirs à la faveur de tremblements de terre… que le stockage géologique pourrait d'ailleurs provoquer.

Inquiétante, cette réponse capitaliste au défi climatique ne tombe pas du ciel: elle a été élaborée conjointement par les représentants des multinationales et les décideurs politiques des principaux pays. Pour ce faire, lors de la COP20 à Lima, ceux-ci ont institué un «dialogue flexible de haut niveau» avec les grands groupes. L'astuce de la COP21 -un accord sur 2° à 1,5°C pour la galerie, un accord sur 2,7° à 3,7°C pour de vrai, et un accord implicite sur les TEN pour tenter de combler le fossé entre les deux- a été conçu dans le cadre discret de ce «dialogue». Hors de tout contrôle et débat démocratique. Les travailleurs, les paysans, les jeunes, les femmes, les peuples indigènes sont ainsi dépossédés. Le seul moyen pour eux d'avoir prise sur la politique climatique est de mettre du sable dans les engrenages capitalistes et de construire leurs alternatives, par la convergence des luttes écologiques et sociales. Car, en fait, ces deux luttes n'en font qu'une. ■

© Reportage Photo & 88

© Jennifer Rombaut

1. La Lloyd's a commandité une étude sur les couts assuranciels de l'ouragan Sandy qui a ravagé New York en 2012. Conclusion des experts: les 20 cm d'élévation du niveau des océans que le réchauffement a provoqués au XXe siècle expliquent 30% de la facture!
2. Les parts par million volume sont une unité de concentration. «450 parts de CO_2 par million volume» signifie que, sur un million de molécules de gaz présentes dans l'atmosphère, 450 sont des molécules de CO_2, qui est le principal gaz à effet de serre, mais pas le seul. Tous ces gaz ont des potentiels de réchauffement différents. Le méthane, par exemple, a un potentiel de réchauffement 30 fois supérieur à celui du CO_2. Pour évaluer l'effet combiné de tous les gaz à effet de serre, on exprime la quantité de chaque gaz par la quantité de CO_2 qui aurait le même effet. On parle alors de «CO_2 équivalent».
3. Dans le jargon des négociations, ces plans sont désignés comme les «Intended Nationally Determined Contributions» (INDC).
4. Une gigatonne vaut un milliard de tonnes. Les émissions de gaz à effet de serre sont actuellement de 40 GT/an environ, et continuent d'augmenter.

Pour en savoir plus:
Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2010.

Ecoféminisme et «oekology»

Des pêcheuses brésiliennes pour l'environnement

Par Zoé Maus,
permanente communautaire
au CIEP-MOC

Analyser les impacts du changement climatique et des effets de la destruction des écosystèmes implique de faire un pas de côté afin de déconstruire la complexité des situations, en prenant en compte les multiples facteurs locaux mais aussi les rapports de force traversant nos sociétés. A cet égard, les concepts de justice climatique, d'écoféminisme ou d'écologie sociale apportent une analyse intersectionnelle prenant en compte les rapports de domination sur la nature induits par le capitalisme, le patriarcat et le racisme, et permettent ainsi de comprendre comment certains projets affectent cruellement les plus démunis, surtout dans les pays du Sud.

Sous couvert de développement économique et de recherche de croissance, le Brésil, comme de nombreux pays du Sud, s'est lancé dans des projets gigantesques, sans tenir compte des impacts potentiels sur la population locale, notamment les plus pauvres. Le complexe industriel construit à la fin des années 1970 à Suape, près de Recife, capitale de l'État du Pernambouc (Nordeste), illustre parfaitement cette vision développementaliste de l'économie dont les projets ne bénéficient le plus souvent qu'aux plus riches. Une analyse des conséquences socio-environnementales de l'implantation de ce projet montre qu'il est particulièrement néfaste pour les personnes les plus faibles et, en particulier, sur les femmes[1].

«Oekology»: écologie sociale, écoféminisme et justice climatique

En 1892, la scientifique américaine Ellen Swallow propose d'étudier «l'oekology», qu'elle qualifie de «*science de la qualité environnementale, prenant en considération les effets de l'industrialisation sur la santé, la qualité de l'air et de l'eau, des transports, de la nutrition*». Elle envisageait d'appréhender l'environnement dans la façon dont il affecte la santé et la qualité de vie de ceux et celles qui s'y trouvent[2]. Cette vision de l'écologie marque les prémisses de l'écoféminisme et de l'écologie sociale en permettant de se défaire d'une vision universaliste tout en prenant en compte les particularismes. En effet, on ne peut faire abstraction d'une analyse différenciée des effets du réchauffement climatique mettant en lumière les multiples rapports de domination traversant nos sociétés «modernes». Ces rapports sont dénoncés par l'écoféminisme, tant culturel que social.

L'écoféminisme culturel montre comment la pensée occidentale moderne a développé, parallèlement au capitalisme, une domination des femmes et de la nature. Développant une conception de la nature comme étant une matière passive uniforme et régulière, destinée à être conquise, contrôlée et démantelée, cette pensée a légitimé l'exploitation des ressources naturelles et facilité le règne de «*la science, la technologie et l'industrie*». Elle est caractérisée par une série de dualismes (nature/culture;

Agir pour le climat: *témoignage d'une action*

Par Anais Trigalet

Du 12 au 16 mai dernier à Ende Gelände (Allemagne), plus de 3000 européens, dont une centaine de Belges, ont mené une action de désobéissance civile de masse pour bloquer, pendant plus de deux jours, l'un des sites d'extraction les plus polluants d'Europe (une mine de charbon lignite et une centrale). Les objectifs poursuivis par ce Mouvement, qui s'inscrit dans le Mouvement mondial «Break free» («libérons nous!), sont de poser une limite à l'extraction et à la combustion des énergies fossiles, de signifier aux Gouvernements et aux plus grands pollueurs que cette exploitation ira «jusqu'ici et pas plus loin!» et de défendre la justice climatique.

De cette expérience, quelques éléments peuvent être retenus: l'utilisation de la désobéissance civile comme mode d'action; le mode de prise de décision collective; la forte cohésion du groupe et la solidarité entre les personnes présentes et le soin porté aux individus.

En effet, refuser de coopérer et d'être complices d'entreprises et d'un pouvoir politique qui s'entêtent à poursuivre dans cette trajectoire injuste et destructrice constitue un acte politique fort, indispensable et qui relève de notre responsabilité citoyenne. Au niveau stratégique, recourir à la désobéissance civile n'est-il pas le mode d'action le plus efficace pour permettre au Mouvement climatique d'atteindre ses fins, surtout à l'heure où les mouvements sociaux qui ont souhaité s'exprimer au moment de la COP21 à Paris, ont été plus ou moins muselés au nom d'impératifs sécuritaires et où l'accord issu de cette COP mène, en réalité, l'humanité tout droit à la catastrophe climatique?

Infos sur cette action et sur la campagne «Break Free» 2016:
http://germany.breakfree2016.org/fr/?utm_medium=email
https://fr.breakfree2016.org/

femme/homme; passif/actif; matière/esprit), légitimant et justifiant ainsi différents processus de domination. La distinction (séparation en deux parties opposées), la hiérarchisation (ou valorisation: une partie supérieure à l'autre) et la subordination (la partie inférieure peut être légitimement subordonnée ou exploitée par la partie supérieure) sont autant de rapports justifiant la domination de l'homme sur la nature et les femmes. Comme le dit Carolyn Merchant, «*si l'on analyse la modernité du point de vue des femmes, de la nature et des classes les moins favorisée, on voit que celle-ci est moins reluisante et universelle: à la place du progrès et de l'émancipation pour tous, on trouve les ambitions dominatrices des «bourgeois conquérants», blancs, mâles, européens. Les femmes et la nature se retrouvent du mauvais côté*»[3]. Développé par des militantes du Sud, l'écoféminisme social rajoute à ces deux dominations (femmes et nature), la domination coloniale ou postcoloniale. Il y a donc une «*histoire environnementale de la race, comme il y a une histoire raciale de l'environnement*»[4].

Pour Henia Belalia, «*l'effondrement de nos écosystèmes et les désastres ont toujours impacté certaines populations plus que d'autres, le plus souvent, des communautés qui ont un accès moindre aux ressources, tel le logement, qui les aideraient à survivre aux dégâts écologiques*»[5]. Ce courant remet en question le modèle de développement capitaliste dominant pour qui la recherche de la croissance est l'objectif premier, à l'instar des écoféministes Vandana Shiva et Maria Mies, qui dénoncent l'effet destructeur du capitalisme, que ce soit sur la nature ou les savoirs traditionnels, de par l'uniformisation de la production qu'il impose. Elles montrent que le capitalisme fait peser un lourd poids sur les pays du Sud, notamment en y transférant des activités productives[6].

Par ailleurs, alors que l'économie capitaliste prétend être «autonome», elle est doublement dépendante: à l'égard de l'environnement dans lequel elle s'insère, d'une part, à l'égard des femmes et des tâches reproductives, d'autre part. Les femmes sont le plus souvent responsables des activités traditionnelles, mises en péril par l'industrialisation et la marchandisation du travail agricole, alors que leurs activités agricoles, considérées comme relevant de la sphère privée ou domestique, sont le plus souvent exclues des statistiques économiques et invisibilisées. Dans ces pays, les femmes sont donc atteintes plus lourdement par les conséquences environnementales négatives du développement (capitaliste).

Actuellement, le courant de la justice climatique tente de mettre au centre de son analyse les populations particulièrement vulnérables aux impacts du réchauffement, tout en reconnaissant les responsabilités communes mais différenciées entre pays ayant différents niveaux de développement[7]. Le cas du port brésilien de Suape est emblématique de cette imbrication entre différents niveaux de domination.

Un développement désordonné et dramatique

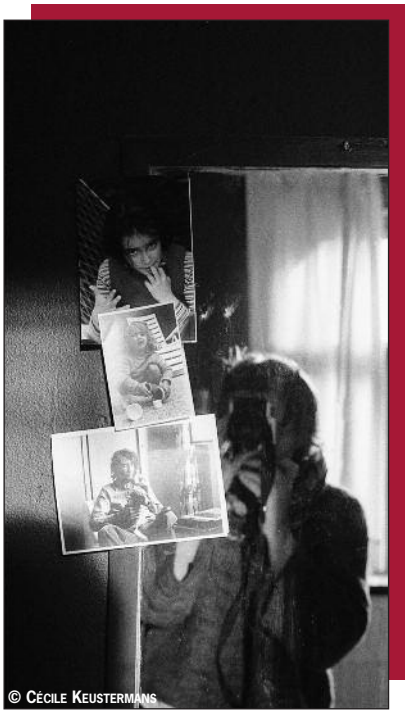
Dans la région de Suape, un des plus grands complexes d'investissements industriels d'Amérique Latine a été construit pour «*connecter l'État (du Pernambouc) avec le monde*». Le Nordeste brésilien tout entier devait en bénéficier. Les entreprises installées sont principalement des industries pétrolières, en grande partie liées à la Petrobras (compagnie pétrolière brésilienne) et des chantiers navals. La construction d'une usine hydroélectrique est en projet.

Depuis sa construction, le port ne cesse de s'agrandir, provoquant d'importants changements dans la région, la plupart dramatiques. Les études sur les impacts de l'installation du port de Suape font des constats accablants: expropriations de terres et déplacement de 25 000 personnes, urbanisation accélérée et non planifiée, augmentation non contrôlée de la population entrainant l'accroissement de problèmes de mobilité et de salubrité publique (égouttage, distribution de l'eau, récolte des déchets). La paupérisation est importante (40% de la population de la région disposent de moins de la moitié d'un salaire minimum pour vivre[8]) et la mortalité infantile est la plus élevée du pays[9]. Les conséquences environnementales sont également dramatiques, la pollution affecte toute la côte de l'État, abimant les plages mais surtout détruisant de nombreuses mangroves, véritables mines de biodiversité dont bénéficiaient les nombreuses communautés côtières. Selon Cavalcanti, Suape est un exemple emblématique de cette «croissance» qui n'est pas synonyme de «développement»: «*la remarquable croissance du PIB -considéré par les économistes comme une «vache sacrée»- n'a pas empêché qu'une logique socio-économique perverse se mette en place dans la région. Paysage déformé, prostitution, inégalités, injustices, tout cela se passe avec la bénédiction du projet de développement qui alimente notre société*»[10].

Mobilisation pour la justice environnementale

Tout autour du port de Suape et le long de la côte, de nouveaux complexes résidentiels modernes sont construits, avec un double objectif: loger les nouveaux travailleurs des entreprises du port tout en attirant une population de classe moyenne et des touristes. Cette urbanisation se fait sans concertation avec les communautés habitant la zone, détruisant ainsi leur environnement. Les communautés affectées sont des communautés traditionnelles, vivant de l'agriculture de subsistance, dans des liens étroits avec l'environnement. Au sein de ces communautés, de nombreuses femmes consacrent une partie importante de leur temps à la pêche côtière, dans les mangroves et affluents de la rivière Ipojuca. Cependant, leur activité, mais également leur santé sont menacées par la pollution causée par les travaux de dragage et d'approfondissement du chenal d'accès au port qui ont changé, de façon spectaculaire, leurs écosystèmes, en contaminant l'eau et le sol. Maria Vania, pêcheuse à Suape, explique que la quantité de fruits de mer présents dans les mangroves a diminué à cause de la pollution mais aussi du dragage des affluents de la rivière et de la zone côtière. Cette diminution de la pêche compromet les moyens de subsistance de leur famille et, par conséquent, le tissu social et les habitudes culturelles et traditionnelles de leurs communautés. La survie de leur famille est en jeu.

Lady, pêcheuse de la plage de Gaibu, témoigne: «*Les femmes ne peuvent plus aller pêcher parce qu'il n'y a plus de transport (pour aller sur les lieux de pêche»). Les industries qui sont installées à Suape, ne nous ont rien apporté sauf des rejets chimiques, des maladies.*



© Reportage photo & 88

© Cécile Keustermans

Auparavant, on s'asseyait pour pêcher mais, maintenant, nous devons rester debout, parfois quatre ou cinq heures, ce qui nous cause des maux de dos».

Les pêcheuses sont victimes de nombreuses maladies infectieuses (infections urinaires et vaginales, maladies de la peau, etc.) qui sont apparues suite aux rejets des eaux polluées et du pétrole. A cause de cette pollution, elles sont obligées de rester debout de longues heures pour pêcher. Par ailleurs, elles subissent les conséquences d'un manque de services publics de santé et se heurtent également au refus de certains médecins de les soigner, prétendant qu'elles ne sont pas malades. Neinalia, de Cabo de Santo Agostinho, raconte également que lorsqu'elles vont chez les médecins du travail pour faire reconnaitre leur maladie, ceux-ci disent qu'elles n'ont rien et prétendent qu'elles ne sont pas de vraies pêcheuses car elles sont habillées trop «proprement».

Pour faire face à la détérioration de leurs conditions de travail, mais également de leur cadre de vie, les pêcheuses se sont organisées en syndicat, le *Movimento dos pescadores e pescadoras de Gaibu*, afin de faire valoir leurs droits collectivement. Elles ne revendiquent pas de meilleurs salaires, mais bien de pouvoir rester dans leurs communautés et garder le mode de vie et de pêche développé depuis des générations. Notamment, elles ont porté plainte contre une compagnie néerlandaise[11] pour dénoncer le fait que cette dernière n'avait pas averti les communautés traditionnelles sur les risques des projets exposant les pêcheurs à des situations qui mettent leur vie en danger. Elles dénoncent également la détérioration de leur environnement et l'absence de mesures pour maintenir la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être. Enfin, elles revendiquent la prise en compte des demandes d'information des communautés locales sur les travaux en cours et à venir, notamment afin de garantir que les droits humains soient respectés. Le manque de concertation de l'État est aussi dénoncé par les pêcheuses.

Intérêt de la grille de lecture intersectionnelle

Cette brève analyse de l'expérience des pêcheuses de Gaibu montre toute la pertinence d'une analyse intersectionnelle entre la classe, la race et le genre dans l'étude des enjeux climatiques et environnementaux mais également l'importance d'une quatrième dimension dans l'intersectionnalité: celle de la nature, qui complète et complexifie l'approche des trois premières dominations. Ce qui peut apparaitre comme étant un simple cas de pollution au premier regard se révèle être une situation de domination et discrimination sexiste, classiste et raciste. Par ailleurs, la mobilisation des pêcheuses pour défendre leur milieu de vie, en s'adressant tant aux entreprises privées qu'aux autorités publiques, montre le rôle joué par les autorités publiques dans les questions environnementales. En effet, ce n'est pas seulement les entreprises privées qui sont responsables de la situation mais également l'État qui laisse faire, ou qui est incapable de faire respecter certaines règles ou principes par manque de moyens, financiers ou politiques. Ce sont eux qui sont, en effet, responsables des choix posés, des intérêts qu'ils défendent et des groupes sociaux et parties de la population qu'ils écoutent. Espérons que les pêcheuses de Gaibu réussiront à faire entendre leur voix pour arrêter les dégâts avant qu'il ne soit trop tard. ■

1. Les témoignages des pêcheuses du «Movimento dos pescadores e pescadoras de Gaibu» qui illustrent cet article proviennent du voyage d'immersion de Solidarité mondiale en janvier 2016 au Brésil. Un reportage radiophonique présente notamment leur réalité. A écouter sur https://soundcloud.com/mafalda-ma-1/voyage-au-bresil%20
2. LARRÈRE Catherine, «L'écoféminisme: féminisme écologique ou écologie féministe», dans *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 22, 2012 http://traces.revues.org/5454
3. LARRÈRE Catherine, *op. cit.*
4. KEUCHEYAN Razmig, «La lutte des classes dans la nature», dans *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 130, 2016 http://chrhc.revues.org/4978
5. BELALIA Henia, *Intersectionality isn't just a win-win; it's the only way out*, May 27, 2014 http://tinyurl.com/h8c9foe
6. MIES Maria et SHIVA Vandana, *Écoféminisme*, Paris, L'Harmattan, 1998.
7. RODRIGUEZ ACHA Majandra, *La justice et l'intersectionnalité face au changement climatique* http://tinyurl.com/gm6xw9e
8. Le salaire minimum est de 880 reais, soit 220€.
9. DE MEDEIROS Mércia Carréra et alii, «Os impactos do Complexo Industrial Portuário de Suape - CIPS nos municípios do Cabo e Ipojuca», dans *Revista de Arquitetura e urbanismo*, Vol. 4, n°7, 2014 http://tinyurl.com/j6gtxsy
10. Ecodebate, Pesquisadores criticam impactos sociais negativos do complexo industrial de Suape, em *Pernambuco*, n°2, aout 2013 http://tinyurl.com/glqf3uk.
11. Voir http://tinyurl.com/jl8lpmf

Pour en savoir plus…

- «Climat, Dix ans après Stern, Dix semaines après Paris» (Dossier), dans *La Revue Nouvelle*, N°2/2016, pp. 26-65.
- WALLENBORN Grégoire et LUGEN Marie, «Réchauffement climatique. Dangers et opportunités de l'accord de Paris sur le climat», dans *Démocratie*, n°2, février 2016, pp. 8-12 (en ligne www.revue-democratie.be/index.php/environnement/developpement-durable/1166-rechauffement-climatique-dangers-et-opportunites-de-l-accord-de-paris-sur-le-climat)
- Benjamin Denis, «Changements climatiques: un gouffre entre sciences et politiques», dans *Démocratie*, n°10, novembre 2014 (en ligne: www.revue-democratie.be/index.php/environnement/developpement-durable/1078-changements-climatiques-un-gouffre-entre-sciences-et-politiques
- «Une économie écologique est-elle possible?» (Dossier), dans *L'Economie politique*, Ed. Alternatives économiques, n°69, janvier 2016.
- *Le libre échange, mal du changement climatique* (Dossier), Bruxelles, Ed. Médecine pour le Tiers Monde, Décembre 2015 (en ligne: www.m3m.be)
- «Climat: la gauche au pied du mur» (Dossier), dans *Politique. Revue des débats*, n° 91, septembre-octobre 2015 (en ligne: http://politique.eu.org/spip.php?rubrique166)

La journée de tous les possibles *pour la campagne*

Par Laura Plumet,
stagiaire en journalisme (IHECS)

Ce mardi 22 mars 2016 avait lieu la «journée des possibles» au Palais des Congrès de Namur. Cette journée, organisée par l'ONG Solidarité Mondiale et le CIEP, était l'occasion de débattre et découvrir de nouveaux outils pour relancer la campagne «Protection sociale pour tous» lancée en mars 2015. Objectifs de la journée? Faire le point sur la campagne de 2015 et amener des pistes de réflexion innovantes pour redonner du souffle à la lutte pour revendiquer une «Protection sociale pour tous». Retour sur une journée haute en couleurs et riche en débats.

C'est dans un climat tendu qu'a débuté la tant attendue «journée des possibles». Les nouvelles du chaos provoqué par les attentats de Bruxelles arrivaient au compte-gouttes. Malgré les circonstances, c'est dans une salle pleine à craquer que Claire Terlinden, coordinatrice du Service Nord de Solidarité Mondiale, lance le bal avec son mot d'accueil, qui fait un retour sur l'année 2015, «une année noire au niveau social, économique, politique et sécuritaire», et sur les revendications du mouvement pour inverser la tendance: la protection sociale est non seulement un droit mais aussi un pilier nécessaire pour un développement juste et durable. Chacun a droit à une protection sociale qui assure une couverture des soins de santé et un revenu décent. Depuis avril 2015, un travail important de sensibilisation et de mobilisation est mené tant à Bruxelles que dans toute la Wallonie, à travers des expériences de terrain, des rencontres avec les pays partenaires, des débats,… Ensemble, nous pourrons aller plus loin et avoir plus d'impact grâce aux méthodes d'éducation permanente, clé de compréhension, d'analyse et d'action pour la population.

© Sylvie Moerman

© Reportage photo & 88

Briser les stéréotypes

Avant de définir les nouvelles pistes d'action, c'est l'heure de faire face aux idées reçues. Au programme de la matinée, des ateliers de débats et de réflexions sont prévus afin d'apprendre à argumenter pour déconstruire ces fausses idées. Des migrations au TTIP et revenu universel en passant par de nouvelles alternatives au Brésil ou au Mali, chacun-e s'est prêté au jeu. Fructueux donc puisque, ensemble, à partir de leurs réflexions, les participants ont construit des questions pour le débat en plénière. C'est alors aux intervenants d'amener des pistes de réflexion et de réponses.

C'est accompagné du coup de crayon avisé de Yakana, caricaturiste qui a suivi la journée, que Bart Verstraeten a distribué la parole entre Seydou Ouattara, venu du Mali, Nicolas Van Nuffel du CNCD, Valérie Notelaers des Mutualités Chrétiennes et André Kiekens, secrétaire général de Wereld Solidariteit-Solidarité Mondiale. On retiendra surtout que, pour mettre en place une «Protection sociale pour tous», les mouvements sociaux doivent travailler ensemble. Pour ce faire, «la synergie est la clé! Pour renforcer la dynamique, des plateformes multi-acteurs, mais aussi des plateformes spécialisées, sont mises en place pour que les acteurs se rencontrent», explique André Kiekens. Elles permettent d'échanger les idées. Par exemple, en Belgique, nous connaissons le système des mutuelles, un système de solidarité. Notre connaissance nous permet d'aider les pays du Sud à s'en inspirer pour mettre leur protection sociale en place. Mais, pour cela, «la confiance de la population locale est primordiale. Il est donc nécessaire de passer par des mécanismes d'éducation, de sensibilisation et vulgarisation», souligne Valérie Notelaers. Ici encore, elle souligne l'importance des acteurs sociaux. Nicolas Van Nuffel rajoute que «chaque pays doit définir comment mettre en place la protection sociale». C'est sans compter sur les TTIP et CETA qui viennent mettre des bâtons dans les roues de notre sécurité sociale. Mais là-dessus Nicolas Van Nuffel se veut positif et encourageant! Selon lui, «on peut gagner sur le TTIP! Informer, mobiliser et

convaincre» sont les maitres mots de cette bataille. «Ce sont des traités Dracula, si on les met sous la lumière, ils disparaissent. C'est le rôle de l'éducation permanente.»

Partager des idées d'actions

C'est dans une atmosphère plus active et ludique que se déroule la deuxième partie de la journée. Échanges d'idées d'actions à mener, des chants, témoignages, découverte de la mallette pédagogique, reportages radiophoniques au Brésil[1], ou encore des saynètes improvisées pour déconstruire les stéréotypes de la protection sociale permettent la mise en pratique des moyens d'action et de mobilisation.

Cette journée aurait dû se terminer sur une action concrète, un flash mob sur la place de l'Ange! À défaut d'avoir envahi les rues de Namur, au vu des circonstances, l'atelier chant a décidé de mettre l'ambiance dans l'assemblée. «Y'a basta» et «Do you hear the people sing?» rythment la salle avant que Christian Kunsh, président du MOC, ne clôture la «journée des possibles». Une pensée pour les victimes des attentats: «Lutter pour la paix ne va pas sans le développement économique et social et le respect des droits humains. Injustices et inégalités doivent cesser». «Des solutions, il en existe! Si des volontés politiques sont prises», déclare-t-il. Le Mouvement a donc son rôle à jouer pour «gagner la bataille de l'opinion publique» et faire pression sur les politiques. Après les mesures douloureuses mises en place sous le Gouvernement Michel (recul de l'âge de la pension, restrictions sur le budget des soins de santé, diminutions d'allocations pour les temps partiels forcés, suppression des allocations d'insertion pour les jeunes, etc.), c'est un défi majeur pour pouvoir renverser la tendance.

Malgré les événements tragiques qui ont eu lieu ce jour-là, la journée a réussi ses objectifs: être un mouvement et réfléchir ensemble à de nouvelles pistes d'action pour une relance réussie au sein du Mouvement! ■

1. Pour écouter ces reportages radiophoniques réalisés par le CIEP lors du voyage d'immersion au Brésil: http://ciep.be/Campagnes

Partout dans le monde, des femmes marchent pour leurs droits

Les luttes des femmes pour leur autonomie ne sont pas récentes. De tout temps et partout, elles se sont battues pour acquérir et conserver leurs droits. Connaitre cette histoire et la transmettre à d'autres femmes est un moyen de se renforcer. Parce que les luttes des femmes sont plus légitimes lorsqu'elles sont aussi portées par d'autres, parce que, de cette manière, les femmes peuvent constater qu'elles ne sont pas isolées dans leurs combats, parce que, malgré les kilomètres qui séparent les femmes, malgré les différences dans les revendications, les femmes combattent toutes pour un même objectif: une société égalitaire, solidaire et juste.

Un outil d'un autre genre

Ce dernier outil d'alphabétisation féministe de Vie féminine permet de montrer la diversité des luttes de femmes présentes aux quatre coins de la planète, tout en reliant les actions menées ici à celles d'autres femmes et de créer des liens de solidarité. Avec cet outil, les personnes en apprentissage du français pourront découvrir les combats de femmes contemporains, et s'exprimer sur ceux qui les touchent, ceux qu'elles connaissent, et auxquels elles ont peut-être pris part. Les participantes pourront enfin identifier un combat qu'elles aimeraient mener en lien avec leur quotidien. Cet outil vise, entre autres, à promouvoir la réalisation d'outils d'apprentissage et de sensibilisation permettant aux femmes l'acquisition et l'exercice de leurs droits de citoyennes. Cet outil poursuit différents objectifs en termes de dynamique de groupe. En effet, il vise à permettre aux femmes de prendre conscience et d'identifier ce qui oppresse/pèse sur elles et leurs droits; leur permettre d'identifier des luttes de femmes ici et ailleurs; créer des solidarités entre les engagements des femmes ici et ailleurs; inscrire le travail d'éducation permanente dans la dimension internationale et mettre en réseau différents groupes de femmes. Par ailleurs, en tant qu'outil d'apprentissage du français, cet outil permet de développer, chez les participantes, différentes compétences linguistiques. Celles-ci sont détaillées dans le cahier de l'animatrice. Sa méthodologie est déclinée en trois variantes adaptées à différents niveaux de maitrise de la langue. ■

D'autres outils sont développés en alphabétisation: www.viefeminine.be/spip.php?rubrique108

Infos pratiques:
Prix: 35€ (9,70€ pour les membres) + frais d'envoi
Contact: Hélène Spitaels - Vie Féminine Rue de la Poste 111 - 1030 Bruxelles www.viefeminine.be

JOC Brésil-JOC Wallonie-Bruxelles: *même combat pour les jeunes?*

Impressions de voyage

Par Florence Anthonis,
permanente JOC Charleroi

Du 17 au 29 janvier 2016, Solidarité Mondiale a organisé, dans le cadre de sa campagne «Protection sociale pour tous», un voyage d'immersion dans ce pays si inégalitaire qu'est le Brésil. Des représentants des différentes organisations du MOC, dont une représentante des JOC de Charleroi, ont rencontré de nombreux partenaires, dont la JOC de São Paulo et de João Pessoa.

Un mouvement similaire

Nous sommes le deuxième jour de notre voyage au Brésil et nous allons rencontrer la JOC de Sao Paulo. J'attends ce rendez-vous depuis mon arrivée. Cachée derrière quelques arbres, je découvre une grande maison, le bâtiment national de la JOC, dont les murs sont décorés de photos et d'affiches sur des thématiques comme l'anti-racisme ou l'anti-sexisme. On dirait un peu mon bureau de Charleroi. Nous sommes accueillis par Guilherme, permanent national en charge de Sao Paulo et de ses environs, qui nous explique le fonctionnement de l'organisation au Brésil. Première différence avec la JOC belge, le nombre de permanents et leurs tâches. En effet, ils ne sont que trois pour couvrir tout le Brésil et ils s'occupent à la fois de la coordination du mouvement et des groupes de base. En comparaison, la Belgique francophone compte douze permanents régionaux et quatre permanents nationaux.

Alors que Guilherme présente leur fonctionnement, nous constatons que nous nous rejoignons sur la méthode de travail. En effet, cette dernière n'a changé pour personne: c'est toujours le Voir-Juger-Agir qui est utilisé dans nos pays respectifs. Pour les JOC, la méthode mise en œuvre par Cardijn se traduit de la manière suivante: le voir: c'est le ressenti des jeunes, nous partons de nos propres réalités; le juger: nous imaginons la société dans laquelle nous voulons vivre; l'agir: nous mettons en place des actions pour changer nos réalités et notre société.

Des actions citoyennes et solidaires

Guilherme nous explique ensuite les différentes actions menées avec les jeunes. Il porte d'ailleurs un t-shirt de promotion de l'une d'entre elles sur la consommation responsable.

Cette année, son cheval de bataille est de trouver une solution au programme «Minha casa minha vida» mis en place par le Gouvernement. Sur le papier, ce programme, qui propose que tous les Brésiliens puissent acquérir une maison, semble très bien mais, lorsqu'on l'analyse, on y découvre des vices cachés: les prix ont été alignés sur ceux du marché par les membres du Gouvernement. Pour la JOC brésilienne, un toit décent à un prix accessible doit être mis à la disposition de tous. Ce projet me rappelle un projet sur lequel nous travaillons, aux JOC Wallonie-Bruxelles.

Les JOC brésiliens mènent d'autres actions et des campagnes avec les jeunes, notamment sur les conditions de travail des jeunes et sur le sexisme, ainsi que pour lutter contre les discriminations ou pour une plus grande participation politique et citoyenne. Guilherme nous parle surtout de la campagne sur la Consommation responsable réalisée l'année dernière, qui visait à dénoncer «le consumérisme ambiant qui, en favorisant les achats compulsifs induits par la publicité, les effets de modes et la nécessité de s'intégrer socialement, entraine la destruction des ressources naturelles, la production de déchets et le réchauffement climatique».

Cette rencontre, trop courte, se poursuit heureusement le soir où, de manière plus informelle, nous discutons de la JOC Internationale, ce mouvement qui nous unit, mais également du changement de nom des JOC de Wallonie et de Bruxelles. Ce changement de nom est issu d'une volonté des jeunes du mouvement qui avaient des difficultés à se reconnaitre dans celui-ci. Après plus de deux années de réflexion et de pourparlers, un nouveau nom, Les Jeunes Organisés et Combatifs, a été adopté.

La JOC dans le Nordeste

Quelques jours plus tard, le vendredi 22 janvier, changement de décor: nous sommes dans le Nordeste brésilien. Après quelques heures d'avion et de car, nous sommes accueillis par les jeunes de la JOC dans une favela près de João Pessão. C'est à Ximino, quartier pauvre de la ville, qu'un groupe de base et leur permanent, Josenaldo, nous ont ouvert les portes d'une maison qui leur est prêtée pour développer leurs activités. Ils ont appelé ce lieu la «*communauté de Ximino*». A João Pessoa, comme ailleurs au Brésil, la réflexion sur une autre économie est centrale pour les Jocistes. C'est pourquoi ils travaillent beaucoup sur des projets d'initiatives d'économie solidaire, qu'ils considèrent être une réelle alternative au travail dans une logique capitaliste. Dans la capitale de l'État du Paraïba, les JOC ont aussi développé un projet d'économie solidaire avec les jeunes, autour de la fabrication de produits ménagers. Cette initiative a été lancée pour apporter un travail décent aux jeunes participants. En partenariat avec une ONG locale, ils fabriquent environ 500 litres de produit ménagers par mois: eau de javel, produit de vaisselle, adoucissant et désinfectant. Dans la communauté, beaucoup de femmes travaillent comme femmes de ménage. C'est pour cela que l'idée des produits d'entretien a été initiée. Après avoir suivi une formation sur l'économie solidaire et sur les moyens de production possibles pour fabriquer les produits, ils se sont lancés.

Depuis 2006, la communauté de Ximino voit ainsi passer la brouette de produits d'entretien livrés à domicile par les jeunes. Ils ont également des dépôts de vente dans des commerces locaux. Cependant, ils ne peuvent pas vendre leurs produits au-delà de leur communauté, car ils devraient alors officialiser leur production, ce qui représenterait un cout important et, en plus, ils devraient se transformer en une entreprise ou une

coopérative, ce qui leur impose d'avoir un président, un trésorier et un secrétaire. Or, ils veulent l'égalité entre tous les jeunes et revendiquent l'absence de patronat.
L'autre problème rencontré par le groupe est leur turn-over important au sein de l'association. C'est, en effet, déjà la quatrième génération de jeunes qui produisent des produits en 10 ans. Comme les recettes des ventes sont insuffisantes, les jeunes finissent par devoir trouver un emploi mieux rémunéré. L'argent gagné ne leur sert que pour les transports qu'ils prennent pour venir jusqu'à la maison communautaire et, de temps à autre, pour aller manger tous ensemble. Pour essayer de redynamiser leur petite entreprise, ils sont en train de réaliser une étude pour cerner les besoins de la communauté, en termes de produits ménagers.

Des groupes de base soudés et actifs, à Ximino comme à Charleroi

Ce qui m'a frappée lors de cette rencontre, c'est la façon dont les jeunes JOC s'intègrent en groupe dans une communauté. Comme en Belgique, on peut remarquer que le groupe est soudé autour de l'envie de changer le monde et cela, malgré leurs différences. Ils sont également unis au sein de leur quartier et en harmonie avec la communauté de Ximino. Dans certains quartiers de Charleroi, il est plus difficile de faire de l'intergénérationnel et, très souvent, deux dynamiques coexistent dans un même quartier: celle des jeunes et celle des ainés. Je garderai de ces deux rencontres un excellent souvenir. L'accueil des permanents aussi bien que celui des jeunes étaient très chaleureux. Nos discussions informelles étaient très enrichissantes. Bien que leurs réalités soient très différentes, elles rejoignent finalement les nôtres. C'est toujours dans un objectif et une quête de lutte contre le sexisme, le racisme et le capitalisme que les Jocistes unissent leurs forces. Cette nouvelle solidarité belgo-brésilienne sera poursuivie en septembre lors du Conseil mondial de la JOC Internationale. Une nouvelle aventure jociste où l'on agit en mouvement, du Nord au Sud. ■

Site de la JOC brésilienne:
WWW.JOCBRASIL.ORG.BR

L'économie collaborative

En mars 2015, l'économie collaborative était au cœur de la journée d'étude politique du CIEP. Au même moment, les taximen bruxellois partaient en grève pour protester contre le développement de Uber, la plate-forme de chauffeurs de taxis «collaborative», montrant ainsi que l'économie collaborative cristallise des tensions et ne laisse pas indifférent. Un an après, il apparait clairement que le sujet est toujours d'actualité et mérite d'être analysé en profondeur, sans se laisser emporter par les jugements à l'emporte-pièce.
En effet, de nombreuses initiatives existent et il n'est guère facile de faire le tri entre les entreprises marchandes, qui fonctionnent somme toute comme des entreprises classiques, et les initiatives portées par les citoyens-nes désireux de mettre en place d'autres modes de fonctionnement. L'exposé introductif d'Eric Luyckx montre cette grande diversité mais également met en évidence l'importance de la redistribution de la plus-value de l'activité menée ainsi que la forme prise par la gouvernance au sein de ces initiatives. Ces deux aspects sont développés par Philippe De Leener et Sébastien Cassart dans leur article. Philippe De Leener rappelle les trois grandes fonctions de l'économie, indispensables à se remettre en mémoire: produire, accumuler et redistribuer la richesse produite. Il souligne l'importance de mettre en œuvre une économie collaborative qui soit réellement alternative. Selon lui, cela ne peut se faire, entre autres, que si l'on collabore pour expérimenter du neuf, inventer des communs et expérimenter «l'interconnectivité généralisée». Il insiste également sur l'urgence de «réinventer la démocratie et reprendre la main sur les questions de régulation». A sa suite, Sébastien Cassart fait le lien entre l'économie collaborative et l'économie sociale et montre les différentes formes prises par les entreprises sociales. Il liste une série de balises pour qu'une économie collaborative soit réellement sociale: proximité, mission sociale mobilisatrice et porteuse d'intérêt collectif et gouvernance participative. Si les initiatives d'économie collaborative suscitent autant de critiques, c'est notamment parce qu'elles ne sont pas ou peu régulées. La plupart ne contribuent pas aux mécanismes de solidarité (sécurité sociale, fiscalité) et ne garantissent pas toujours une protection adéquate, que ce soit aux producteurs, prestataires de services ou travailleurs, ou aux utilisateurs consommateurs. La qualité et la sécurité des prestations, le rapport à la vie privée et au territoire, la monétarisation des rapports collaboratifs, sont autant d'autres enjeux qu'il convient de prendre en compte selon Lisa Isnard. Cette dernière pointe la nécessité d'arriver à réguler en respectant les secteurs existant tout en ne «bridant» pas la créativité et l'initiative citoyenne. De son côté, Benoit Dassy met en avant la nécessité de réguler les différentes initiatives d'économie collaborative pour trois raisons. D'une part, pour garantir aux consommateurs/utilisateurs une sécurité et une bonne qualité des services et produits mais également pour protéger les travailleurs en leur garantissant un statut, une protection et des droits sociaux convenables. Il est également nécessaire de réguler pour la société, afin de garantir la solidarité, l'innovation sociale et la collaboration citoyenne basées sur d'autres paradigmes économiques.
Enfin, la conclusion souligne l'importance de porter un regard critique sur ces initiatives, tout en étant attentifs à ce qu'elles soient de réelles alternatives, renforçant l'agir, l'émancipation et la participation des citoyens-nes à ces actions. Pour Myriam Djegham du MOC, il est indispensable de retrouver du pouvoir sur nos vies sans s'aliéner dans une supposée collaboration horizontale mais en construisant un autre modèle économique, réellement démocratique et clairement alternatif au capitalisme. Christian Kunsch conclut en insistant sur la nécessité pour le MOC de soutenir l'engagement des citoyens-nes dans la construction d'alternatives solidaires mais également dans la résistance au détricotage des mécanismes solidaires. ■

L'économie collaborative. Actes de la journée d'études du CIEP, Bruxelles, Ed. CIEP, 2015 (Colle. Cahiers du CIEP, n° 19). Accessible gratuitement en PDF sur http://ciep.be/images/publications/CahierCIEP/Cah.Ciep19.pdf

Commémorer la grève des «femmes-machines» de 1966

Au-delà de l'événement historique

Par Florence Loriaux et
Sara Tavares Gouveia (CARHOP)

Une saison de commémorations

2016 est l'année de la commémoration du cinquantième anniversaire de la grève des femmes de la Fabrique Nationale de Herstal (FN). Pour mettre en avant le combat de ces 3 000 travailleuses qui, mobilisées pendant douze semaines autour de la revendication «*A travail égal, salaire égal*», ont écrit une page de l'histoire du syndicalisme et du féminisme, les Villes de Herstal et de Liège ont accueilli une série d'évènements. Partie prenante dans ces initiatives, le CARHOP a notamment collaboré avec l'IHOES à l'élaboration de l'exposition *Femmes en colère. Leur combat d'hier et d'aujourd'hui pour demain*[1] commanditée par la CSC et la FGTB. Le franc succès rencontré par l'exposition, qui a accueilli, dans les anciens locaux du Pré-Madame, près de 10 000 visiteurs, reflète l'engouement du public pour la (re)découverte de cette page d'histoire sociale.

A la demande de la CSC Liège-Huy-Waremme, le CARHOP a également réalisé l'exposition itinérante *A travail égal salaire égal, quand les femmes partent à l'assaut de leurs droits*[2], qui montre la détermination des femmes à se battre pour leurs droits, hier comme aujourd'hui. Elle met aussi en lumière l'inlassable bataille pour l'égalité de salaire et de traitement, le syndicalisme au féminin, et propose un zoom sur les élections sociales de 2016.

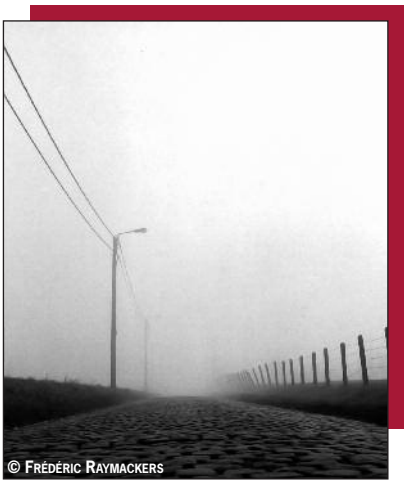
Les 24 et 25 mars 2016, le CARHOP, l'ULB et l'ULg ont organisé, à la Cité Miroir de Liège, un colloque *Les ouvrières de la FN changent l'histoire*. 1966-2016, qui a accueilli plus d'une centaine de personnes issues des milieux académique, associatif, féministe et syndicaliste de Belgique francophone, de France et d'Angleterre. La richesse des interventions ouvre la voie à des questionnements innovants et à de nouvelles pistes de recherche en histoire sociale et ouvrière[3]. La radio associative, *Radio 27*, qui avait enregistré et mis en ligne les interventions du colloque[4], a prolongé la réflexion pour confronter, le temps de l'émission *Un colloque et après?*[5], la question de la commémoration à celle de la contemporanéité du sujet. Historiens-nes, féministes et syndicalistes ont ainsi croisé leurs regards sur la problématique des femmes au travail et de la condition féminine hier et aujourd'hui.

Commémorer: toujours d'actualité pour notre société

Si commémorer 50 ans après les faits le combat victorieux des femmes de la FN s'avère encore nécessaire, c'est parce que les femmes continuent à lutter pour leurs droits socio-économiques. L'exemple d'un mouvement social ayant développé une dimension internationale ne peut qu'inciter la poursuite des revendications.

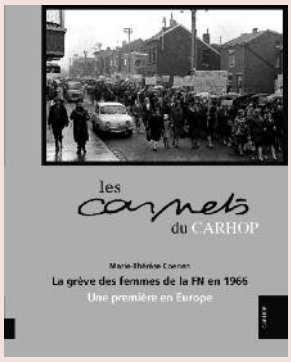
Mais qu'entend-on par commémorer et pourquoi commémorer? Selon la sociologue Gaëlle Clavandier, «la commémoration est un acte collectif et public dont l'objet est un personnage ou un fait passé auquel la collectivité attribue un rôle significatif à un moment de son histoire et dont le moyen est une manifestation fixe et permanente. Elle relie entre eux ses partisans et fournit l'occasion de réaffirmer leur communauté d'intérêt, leur identité partagée. La commémoration est publique. Comme toute évocation du passé, elle est soumise au travail de la mémoire. La commémoration constitue une pédagogie destinée aux générations actuelles et futures. Elle illustre la représentation symbolique qu'une société se donne de son passé, mais, plus encore, de son présent et de son avenir anticipé»[6]. En témoignent l'intérêt suscité et le succès des initiatives de ces derniers mois. Maxime Tondeur, animateur du blog ROUGEs FLAMMEs[7], a mis en évidence, dans plusieurs articles, l'impact de la mobilisation des travailleuses de la FN sur le renouveau actuel des revendications d'égalité, notamment salariale, et des organisations féministes.

Entre les témoignages des acteurs et actrices de l'époque, le travail des chercheurs/chercheuses et les réalités de terrain concernant les droits des femmes, le temps de la commémoration permet de mettre l'accent sur des questions particulières, telles que les défis sociétaux et syndicaux que les femmes doivent relever. Au niveau syndical, Ana Rodriguez (CSC-Bruxelles) rappelle que, depuis 1966, des avancées ont été obtenues en ce qui concerne le rôle et la place des femmes dans les syndicats. Ainsi, elles occupent de plus en plus de postes à responsabilités. Dans le cadre des élections sociales, sur des listes mixtes, les travailleuses et travailleurs d'une entreprise votent majoritairement pour des femmes. Mais le combat est loin d'être achevé. Par exemple, certaines fédérations et Centrales syndicales continuent à avoir une forte tradition masculine. Pour Ana Rodriguez, des revendications syndicales spécifiquement féminines sont encore et toujours nécessaires dans notre société. Aujourd'hui, les combats portent sur l'impact des mesures d'austérité touchant particulièrement les femmes (chômage, pension,…), la reconnaissance de la pénibilité pour les métiers «dits» féminins, la diminution de l'écart salarial, l'individualisation des droits sociaux, le temps de travail des femmes plus souvent soumises au travail partiel involontaire que leurs homologues masculins.



© Reportage Photo & 88 © Frédéric Raymackers

Cette commémoration a également été l'occasion de s'intéresser à l'histoire de la mobilisation des mouvements de femmes et de leurs implications. Cette grève des ouvrières de la FN a notamment dépoussiéré la loi sur le travail des femmes et des enfants de 1889, pour la consacrer véritablement aux femmes. Lors de l'instauration de cette législation, les femmes ont, en effet, été assimilées aux enfants et considérées comme des perpétuelles mineures. Elle a également permis aux travailleuses de pouvoir mener des actions en justice pour revendiquer l'égalité salariale. Au niveau de l'histoire des mouvements féminins, Sophie Pereira (Université des femmes) insiste sur le fait que, malgré de nombreuses recherches scientifiques menées ces dernières décennies, les femmes restent le parent pauvre lorsqu'il s'agit d'écrire l'Histoire en général et la leur en particulier. Le combat des femmes pour l'égalité est loin d'être linéaire et surtout loin d'être achevée. La chercheuse souligne l'impression de recul de la condition féminine, dénoncée par les associations de femmes. Rassemblant 21 organisations de femmes du Nord et du Sud du pays, *la Plate-forme féministe socio-économique*[8] tire la sonnette d'alarme et exige notamment l'application de la loi de 2007 sur le gendermainstreaming[9]. L'étude de l'histoire sociale montre que cette situation est récurrente en période de crise, où les mesures d'austérité décrétées par les gouvernements touchent des groupes sociaux stigmatisés, et plus particulièrement, les femmes. Ainsi, au cours de la crise des années 1930, une des solutions préconisées pour tenter de réduire le chômage est d'interdire l'accès du monde du travail aux femmes mariées afin de les remplacer par des chômeurs masculins. Un demi-siècle plus tard, en 1980, en pleine période de crise, l'instauration du statut de cohabitant dans la réglementation du chômage pénalise une nouvelle fois les femmes[10]. Les périodes de crise sont des moments de fortes tensions sociales et le rapport de force actuel rend difficile les relations entre, d'une part, les organisations de femmes, les organisations féministes, les syndicats et, d'autre part, les organisations patronales et le Gouvernement. Commémorer un évènement tel que celui de la mobilisation des femmes de la FN permet enfin d'attirer l'attention sur un enjeu essentiel qui est celui de la politisation de la condition féminine. Il est important que l'opinion publique en général et les femmes en particulier comprennent que les revendications portées par les syndicats et les organisations féminines en vue de l'obtention ou de la sauvegarde de droits collectifs ne peuvent être défendues qu'au sein d'un combat commun. Comme en témoigne la grève des femmes de la FN, la solidarité exprimée au sein d'une action collective peut changer le cours de l'histoire. ■



L'ouvrage de Marie-Thérèse COENEN, *La grève des femmes de la FN en 1966. Une première en Europe* a été réédité dans la Collection des Carnets du CARHOP.
Prix: 15€
Infos et commande: neil.bouchat@carhop.be
www.carhop.be

1. Voir www.femmesencolere.be
2. www.carhop.be/images/Journal_FN.pdf
3. Les communications du colloque feront l'objet d'une édition en ligne sur le site du CARHOP.
4. http://www.radio27.be/index.php/component/k2/item/109-les-ouvrieres-de-la-fn
5. http://www.radio27.be/index.php/component/k2/item/118-un-colloque-et-apres
6. CLAVANDIER Gaëlle, *La mort collective. Pour une sociologie des catastrophes*, Paris, CNRS Éditions, 2004, p. 24-25.
7. http://rouges-flammes.blogspot.be/
8. Voir www.amazone.be/spip.php?article3777
9. Le «gendermainstreaming» est l'intégration du genre dans le «courant dominant», à savoir la politique générale. Le genre ne doit donc pas être uniquement pris en considération dans la politique d'égalité des chances, mais aussi dans tous les domaines couverts par la politique. www.egalitedeschancesbruxelles.irisnet.be/fr/glossary/
10. LORIAUX Florence (Dir.), *Le chômeur suspect. Histoire d'une stigmatisation*, Bruxelles, CARHOP-CRISP, 2015.

Nouveaux groupes ISCO

Devenir acteur de changement

Durant l'automne et l'hiver prochains, des groupes ISCO d'animateur en action collective politique, culturelle et sociale seront lancés dans plusieurs régions.

Intéressé-e, contactez les responsables:

- **A Bouge**
Lieu: CSC de Bouge Chaussée de Louvain 510 à 5004 Bouge
Contact: Virginie Delvaux (CIEP-ISCO
Tél.: 02/246.38.40
Mail: virginie.delvaux@ciep.be)
et Christine Pirson (FEC-CSC Namur
Tél.: 081/25.40.86 - Mail: na@fecasbl.be)

- **A Charleroi**
Lieu: CSC Charleroi-Sambre et Meuse (Rue Pruniau, 5 à 6000 Charleroi)
Contact: Eric Lambin (FEC Charleroi
Tél.: 071/23.09.84 - 0477/81.05.51
Mail: ch@fecasbl.be)

- **A Bruxelles**
Lieu: MOC de Bruxelles (rue Plétinckx, 19 à 1000 Bruxelles)
Séances d'info: 30 juin (de 12h à 14h); 8 septembre (de 12h à 14h) et 19 septembre (de 17h à 19h)
Contact: José Angeli (CIEP-MOC de Bruxelles - Tél.: 02/557.88.39 - 0477/68.87.40
Mail: jose.angeli@mocbxl.be)
et Nicole Tinant (CIEP communautaire
Mail: nicole.tinant@ciep.be)

- **Dans le Hainaut Centre**
Séances d'info: 21 septembre à 18h00 à Mons (Rue Claude De Bettignies 10-12); 26 septembre 2016 à 18h00 La Louvière (Place Mongrétout 17)
Contact: Samuel Thirion (CIEP-MOC Hainaut centre
Mail: s.thirion@ciep-hainautcentre.be)
et Nicole Tinant (CIEP communautaire
Mail: nicole.tinant@ciep.be)

Formation à la coordination de projets culturels et sociaux en action collective

Nouvelle session BAGIC à Charleroi

Infos pratiques:
Début de la formation: 4 octobre 2016
Lieu: Maison pour Associations à Marchienne-au-Pont
L'entrée en formation est précédée d'une séance collective d'informations et d'un entretien individuel.
Dates des séances: 1er aout à 13h00, 5 septembre à 17h00, 13 septembre à 16h00 et 20 septembre à 16h00
Inscription au secrétariat: Contactez-nous, si aucune date ne vous convient.
Coordination: Lahcen Ait Ahmed
Mail: lahcen.aitahmed@ciep.be
Secrétariat: Francine Baillet
Tél.: 02/246.38.41 - Mail: bagic@ciep.be

Origine sociale et réussite scolaire

Approfondissement à l'ISCO

Par Christian Piret, formateur en Méthode à l'ISCO Bruxelles[1]

L'enseignement est-il démocratique? Vieille question à laquelle nous répondons évidemment par la négative. Dans un titre évocateur «Les héritiers», le sociologue Pierre Bourdieu a notamment démontré que l'école reproduit les inégalités sociales et, en plus, les «légitime», en les considérant comme justes, parce qu'elles sanctionneraient des différences de don naturel, de travail, d'effort et de mérite.

Le cours de méthode à l'ISCO de Bruxelles a approfondi deux questions avec les étudiants: quels sont les processus qui, dans l'enseignement, favorisent les inégalités? Et, d'autre part, comment se fait-il que des individus appartenant au milieu populaire réussissent bien leur scolarité en échappant au déterminisme social?

Les processus favorisant les inégalités

Beaucoup de recherches se sont penchées sur les processus favorisant les inégalités dans l'enseignement. Pendant le cours de méthode, les étudiants ont pris connaissance d'un livre présentant diverses hypothèses et résultats de recherche sur le sujet[2]. Pour apprendre à apprivoiser ce genre de lecture, le travail a été réparti entre tous les étudiants, qui ont réalisé une quinzaine de résumés de différentes parties du livre. Une présentation orale a permis de dresser un panorama des processus explicatifs des inégalités. A titre d'exemple, la première découverte était autour de la notion d'école juste et de sa complexité. En effet, l'école doit bien sûr être accessible à tous (égalité d'accès). Elle doit mettre en œuvre les conditions pédagogiques et autres pour compenser les différences de conditions économiques et culturelles dans lesquelles vivent beaucoup d'élèves pour favoriser une réelle égalité des chances (égalité des chances). Elle doit améliorer les résultats des plus faibles et les rapprocher de ceux des plus forts (égalité des résultats). Elle doit avoir un financement juste (et pas nécessairement gratuit car, dans ce cas, cela favorise ceux qui étudient le plus longtemps). Elle doit être complétée par un système de formation professionnelle qui améliore les chances sociales (les emplois). Elle doit enfin être un lieu d'épanouissement et de développement personnel.

En outre, les inégalités ne sont pas dues partout aux inégalités d'origine sociale, mais elles sont surtout dues, dans les pays du Sud, aux différences d'équipements des écoles et de proximité des écoles. Dans les pays occidentaux, des comparaisons internationales mettent le doigt sur l'importance des orientations et sélections précoces, sur l'intérêt d'un large tronc commun et d'une économie prospère qui assure une stabilité propice à oser des choix d'études que l'on n'ose pas faire (et encore moins les personnes des milieux économiquement défavorisés) lorsque l'économie va moins bien.

On s'est aussi penché sur l'évolution de la mobilité sociale qui a progressé entre 1950 et 1970. Ensuite, en raison du chômage croissant et du développement des emplois mal payés et précaires, les écarts se sont creusés. Dans ce contexte, les inégalités entre origines sociales ont augmenté, ce qui se manifeste notamment dans l'analyse de la population des «Grandes Écoles» en France, peuplées d'étudiants de milieux très favorisés, dans l'allongement des temps d'études dans ces mêmes milieux (cours postuniversitaires, cours à l'étranger, etc.). Cette évolution, ou plutôt cette régression sociale s'accompagne cependant d'une amélioration de la situation des filles par rapport aux garçons, celles-ci se rapprochant de l'égalité, en termes de présence dans les enseignements supérieurs, quoiqu'il y ait encore pas mal de chemin à faire quant au choix des options choisies.

Les effets internes à l'école doivent également être pris en compte. En effet, certaines écoles sont plus sélectives (effet-établissement). Il existe aussi un «effet-classe», selon que les classes sont plus ou moins nombreuses, selon que le système prévoit ou non des dépistages de difficultés et des remédiations, selon que l'on mette ensemble ou non des classes homogènes (les forts avec les forts, les faibles avec les faibles) ou hétérogènes (on regroupe les forts et les faibles ensemble). Il existe, en outre, un «effet des pairs», en ce sens que l'élève prend pour modèle un élève plus fort que lui (comparaison ascendante) ou l'inverse (comparaison descendante).

Enfin, l'analyse de l'évolution des contenus et programmes scolaires indique, là aussi, que l'on a peu tenu compte, dans ce domaine, des inégalités sociales. En survalorisant «les compétences» plutôt que les savoirs de base indispensables, on ne va pas du tout dans le sens d'une plus grande égalité[3].

Influence du déterminisme social

Comment se fait-il que certains individus des mieux populaires échappent au déterminisme social est la question posée par le sociologue Bernard Lahire[4]. En cela, il ne s'oppose pas réellement aux thèses de Pierre Bourdieu mais il pose une autre question. Pour approfondir celle-ci, il suit des parcours individuels et recourt à une autre source de documentation: l'interview approfondie d'une personne.

Dans le cadre d'un cours de méthode, il s'agissait de comprendre qu'une interview ne se réalise pas spontanément mais se prépare, avec un cadre théorique, des hypothèses et des questions basées sur ce cadre et ces hypothèses. Nous avons donc puisé le cadre théorique chez Lahire: l'idée est qu'une «configuration sociale», soit un ensemble de facteurs qui forment l'environnement familial, doit être prise en considération, et non un facteur isolé. Ces facteurs sont de cinq ordres:

- **Le rapport à l'écriture et à la lecture**: que lit-on et qu'écrit-on dans le cadre familial? Un arsenal d'indicateurs

est ainsi proposé: bibliothèque dans la maison, journal, magazine, agenda, calendrier, prise de notes pour les courses, etc.

- **Les conditions économiques**: la stabilité familiale, les professions des parents, la couverture des frais scolaires, etc.
- **L'ordre moral domestique**: l'ordre dans la maison, le respect des horaires, l'heure du sommeil pour les enfants, l'encadrement des loisirs, etc.
- **Le mode d'autorité parentale**: la présence parentale, les modèles mis en valeur, la valorisation progressive de l'autonomie personnelle, etc.
- **L'investissement pédagogique**: le suivi scolaire, l'achat du matériel et de la documentation nécessaires, la récitation des leçons, les contacts avec les enseignants individuels et dans des rencontres organisées, etc.

L'interview a été construite par le formateur en fonction de ces hypothèses[5]. Chaque étudiant était chargé de trouver une personne ayant un parcours correspondant aux critères: personne de milieu populaire, ayant réussi sa scolarité et disposé à les rencontrer entre une et deux heures. Après l'interview, un résumé écrit et une présentation orale ont été réalisés par les étudiants lors du dernier cours.

Que peut-on en retenir?

A une exception près, le milieu populaire caractérisait bien les milieux économiques et culturels des personnes interviewées: sans parler de misère, il s'agissait bien de professions peu qualifiées (chauffeur de taxi, travailleur à la STIB, mineur, technicienne de surface, manœuvre, femmes au foyer, etc.). On peut aussi remarquer très peu d'ambiance de lecture, juste la présence de livres scolaires pour la plupart des personnes interviewées.

Un facteur prédominant semble avoir été l'importance donnée aux études, et cela même si la famille n'avait pas les moyens culturels de suivre la scolarité (en raison de la langue notamment), en témoigne cet extrait: «Les parents n'ont pas eu beaucoup de projets: juste leur maison et la réussite des enfants». Plusieurs interviewés pointent ainsi des phrases mémorables de leurs parents: «Si tu n'étudies pas, plus tard, tu prendras la pelle», ou «Si tu n'étudies pas, tu démolis ta carrière comme ce bonhomme il détruit sa vie» (en montrant à son fils une image d'un enfant sciant la branche sur laquelle il est assis) ou «Il faut que tu aies un bon boulot, pas comme le mien». Des propos de ce type s'accompagnent parfois de violences, coups de pieds, fessées,… «On n'osait pas faire un pas de côté». Un père ira même jusqu'à aller à l'école «pour dire au directeur d'être sévère avec sa fille par rapport aux travaux journaliers».

A côté de ce facteur, qui était plutôt le fait du père, la présence souvent attentive de la mère peut être constatée: «On avait cette maman poule qui nous surveillait, nous accompagnait même si elle ne comprenait pas la langue». Présence aussi lors des rencontres avec les enseignants: «Mes parents assistaient aux réunions de parents sans poser de questions et sans aller au fond des choses». Récitation encore après l'école des devoirs… «Quand je rentrais de l'école des devoirs, ma mère vérifiait tout le temps si tout était fait et si je n'avais rien oublié». L'investissement d'une mère turque (séparée) ira jusqu'à se présenter à une école d'intégration sociale pour y suivre des cours de français pendant dix ans et ainsi mieux suivre la scolarité de sa fille.

Le rapport à la lecture et à l'écriture est, en général, très limité. Néanmoins, on trouve, dans les dix interviews, quelques exceptions: une mère qui aime lire et même écrire des poèmes, une famille qui stimule à «se donner une heure de lecture d'un roman ou d'un livre religieux avant de dormir», un père qui est probablement autodidacte et lit beaucoup, et ayant ses exigences: «Le Journal Télévisé était un moment culte le soir. Après le diner, toute la famille devait écouter le journal».

L'ordre moral domestique diffère selon les situations: si l'ordre ne règne pas dans l'espace, il semble que les familles des interviewés se caractérisent par une discipline assez importante quant au respect des horaires: «En semaine, nous devions tous dormir à 20 heures».

Des tournants importants dans une vie

Les interviews font apparaitre d'autres facteurs que ceux avancés par Bernard Lahire. Il y a d'abord des événements qui constituent des tournants importants dans la vie des interviewés: le reproche virulent d'un père suite à un premier échec: «Ce fut un choc pour moi, une prise de conscience. La nuit même, j'ai pleuré dans ma chambre. J'ai compris que je devais étudier et bien travailler pour réussir», mais aussi la bonne réaction d'un titulaire de classe de première secondaire voyant les piètres résultats de l'interviewée en primaire: «Je ne vais pas faire attention à toutes ses notes rouges. C'est le passé: je ne veux pas en parler», ce qui a changé du tout au tout l'attitude de cet enfant par rapport à l'école. Pour la même personne que l'on voulait envoyer en classe d'accueil, et alors que la mère était encline à suivre ce conseil, l'intervention d'une tante et d'une réunion de famille a été déterminante.

Pour ces événements, il faut tenir compte aussi des personnalités des interviewés. Ceux-ci ont eu la bonne réaction au bon moment, une volonté d'étudier et d'apprendre.

Autres éléments explicatifs

Dans cette recherche, de nouvelles pistes et questions ont été découvertes. La recherche ne se contente pas de voir si les hypothèses sont confirmées ou non mais, au détour des interviews, d'autres éléments explicatifs apparaissent qui méritent une analyse plus fine. Ces interviews ont ainsi permis de s'interroger sur le rôle important qu'ont pu jouer dans la vie des personnes interviewées:

- **La famille «au complet»**, notamment les frères et sœurs, une tante… «Son grand-frère lui expliquait les cours de math avec différents exemples pour qu'elle l'assimile plus vite», «Il a fallu l'insistance de son frère ainé pour que les parents l'inscrivent à l'école primaire».
- **Les voisins**: «Elle raconte comme grand souvenir d'enfance avoir eu la chance d'un bon voisinage, une copine du même âge, fille de parents cadres. Elle jouait et passait beaucoup de temps chez une amie, où elle a appris le gout de la lecture, à jouer au puzzle dans sa chambre, jouer au piano. Elle se procurait des livres d'enfant chez sa copine et voisine». D'où l'intérêt de la mixité sociale des quartiers…!
- **L'école des devoirs**: «Leur mère les avait inscrites dans une école des devoirs, chez des nonnes. C'est cette communauté qui l'a aidée pendant toutes ses primaires», «Pendant ses primaires, elle était inscrite à une école des devoirs. Les animateurs vérifiaient son journal de classe pour voir ce qu'elle avait à faire pour le lendemain». D'où l'intérêt de se pencher sur l'efficacité des écoles des devoirs…!
- **Des acteurs des écoles**: comme un professeur qui encourage l'enfant en le poussant à continuer des études parce «qu'il voyait en lui un grand talent». Tel autre qui fait table rase des

résultats précédents encourageant ainsi l'étudiante, tel directeur d'enseignement supérieur qui fait venir un jeune souvent absent (parce qu'il travaille pour payer ses études) et lui propose un échelonnement des paiements, telle institutrice qui s'inquiète de l'absence d'une élève et se rend au domicile des parents pour s'informer… Ce sont là des démarches apparemment anodines mais qui ont eu un retentissement sur la vie du jeune, puisqu'il en fait écho, des années plus tard…

- **Des groupes d'amis**: «Le fait d'être en groupe avec des amis avec lesquels il s'entendait bien, a pu jouer un rôle bénéfique», «Il explique sa réussite par son adhésion à un groupe de 5 étudiants avec lesquels il étudiera toute sa scolarité. Cette entraide a été primordiale et a permis la réussite de 4 des 5 étudiants constituant le groupe».

Quelques conclusions

Du point de vue méthodologique, les étudiants ont appris à maitriser deux sources de documentation, à savoir des parties de livres de sociologie et l'interview de personnes. Du point de vue du contenu, cela a permis de mieux comprendre, en même temps que certains déterminismes sociaux, le rôle important joué par des acteurs pour contrecarrer ces déterminismes. ■

1. Cet article doit beaucoup à la grande complicité, à la bonne volonté et aux compétences des étudiants de l'ISCO-BXL, deuxième année.
2. DURU-BELLAT Marie et VAN ZANTEN Agnès, *Sociologie du système éducatif. Les inégalités scolaires*, Paris, PUF, 2009.
3. La démonstration de cette affirmation nécessiterait de longs développements. Voir le chapitre «Contenus, pratiques pédagogiques et échec scolaire», In DURU-BELLAT Marie et VAN ZANTEN Agnès, *op. cit.*, pp 149-166.
4. LAHIRE Bernard, *Tableau de familles*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1995.
5. Idéalement, il eut été plus intéressant de construire le contenu des interviews avec les étudiants. Le manque de temps ne l'a pas permis.

Ateliers de créations 2.0

Le Ciep Verviers organise, en partenariat avec plusieurs acteurs culturels verviétois, des ateliers numériques gratuits sous le thème «**Ma région, ma ville, ma culture**». Les ateliers proposent une découverte des métiers de la Culture au travers de créations numériques. L'objectif est de travailler avec des jeunes à la réalisation d'une production culturelle et artistique pouvant être exposée en ligne et dans l'espace public.

Au travers de ce projet, et durant les trois années de sa mise en œuvre (2016-2018), les jeunes se formeront à des outils-métiers et participeront à des ateliers de réalisations médiatiques.

Démarche collective, la formation est proposée aux jeunes de 18 à 24 ans, actuellement sans emploi ni formation. Elle se déroulera sur 12 semaines, à raison de 2 jours par semaine. La première session débutera en juillet 2016; une deuxième est prévue en septembre. Différents modules de formation et d'animation seront proposés. Ils seront donnés en alternance dans les différents sites occupés par les partenaires du projet: choix d'une production culturelle (photo, vidéo, son,…); Rencontre de métiers (stage, observation,…); Formation et animation (outils numériques, nouveaux médias,…); Réalisation collective (reportages, chroniques…); Diffusion (site web, radio, web tv…); Accompagnement individuel (bilan de compétences, développement d'un projet professionnel ou de formation…)

La plateforme ainsi créée cherchera à répondre aux souhaits et besoins de ces jeunes. Elle aura également pour but de les aider à accomplir par eux-mêmes les objectifs qu'ils se seront fixés. ■

Infos pratiques:
CIEP Verviers - Tél.: 087/33.77.07
www.youtube.com/watch?v=Kaxy7MhL4_o
Inscription: Mail: info.verzine@gmail.com - www.verzine.be

Découvrir les métiers *de la Culture et du spectacle*

Le CIEP de Liège organise une formation gratuite, dont le but est de permettre à 12 jeunes de concevoir, réaliser et faire connaitre un projet vidéo. Pour ce faire, ils se formeront aux techniques nécessaires, auront la possibilité de découvrir concrètement différents métiers du secteur culturel et artistique et seront accompagnés individuellement en vue de définir leurs attentes professionnelles. Ce programme est soutenu par le Fond Social Européen et la Fédération Wallonie-Bruxelles. La démarche, basée sur les besoins des jeunes et leur participation active au projet, sera développée dans trois lieux (Charleroi, Verviers et Liège) avec une mise en commun et une diffusion de leurs réalisations prévue à la fin de la formation.

Le projet sera décliné en 4 types d'activités:

- **Des activités de réalisation**: composées de temps collectifs, ces activités servent à formuler la spécificité du projet, être garant de ses étapes, son timing, sa concrétisation et son évaluation.
- **Des activités de formation**: formation techniques (montage, son,…) animée par un professionnel de la vidéo.
- **Des activités d'immersion**: Un stage d'immersion (7 jours) et d'accompagnement (15 jours) permettront au jeune de s'initier à la réalité du métier choisi.
- **Des activités d'accompagnement individuel**: ces temps de rencontres permettent d'élaborer un bilan de compétences, de suivre l'évolution des attentes et des besoins du jeune et de l'orienter au mieux en fin de formation. ■

Infos pratiques:
Dates: de septembre à décembre 2016
Lieu: Charleroi (à déterminer), Liège (dans les locaux du CIEP-MOC rue Saint-Gilles à 4000 Liège)
Conditions: Avoir entre 18 et 25 ans; Ne pas avoir d'emploi; Ne plus être scolarisé et n'être inscrit à aucune formation; Avoir au plus le Certificat d'Etudes Secondaires Inférieures (CESI)
Inscription:
- CIEP Liège: Ainoa Falisse - Tél.: 0485/21.33.01
Mail: Falisse@mocliege.org
- CIEP Charleroi: Tél.: 071/31.22.56 - Mail: fabrice.eeklaer@moc-ct.be

Le RWDH,
un acteur social incontournable pour le droit à l'habitat

Par Thierry Toussaint,
MOC-CIEP Brabant wallon,
représentant du MOC au RWDH

La société belge s'est construite dans des luttes collectives qui ont permis l'acquisition de droits sociaux pour tous les citoyens-nes. Les mutualités de santé ont ainsi permis des avancées majeures dans le domaine du droit à la santé et sont devenues un acteur doté d'une solide expertise, capable de peser dans les négociations avec les prestataires de la santé et l'État. Un constat identique peut être posé pour les syndicats en tant qu'acteurs sociaux incontournables pour tout ce qui concerne le travail.

L'habitat, lui, ne compte pas d'acteur social incontournable. Cependant, avec d'autres associations, le MOC et ses organisations agissent activement pour faire reconnaitre ce droit à l'habitat. Ce droit dépasse la notion même de droit au logement, inscrit dans la Constitution belge. Comme le rappelle le RWDH lors de sa conférence de presse du 26 juin 2015, «un habitat, c'est plus qu'un toit»: c'est le droit de se poser en sécurité pour se construire, un lieu de repli lorsqu'on en a besoin pour se soigner, c'est aussi un prolongement de soi que l'on investit culturellement…

Par conséquent, l'habitat n'est pas un luxe mais une nécessité vitale pour chacun-e. Pourtant, une série de constats inquiétants peuvent être observés: de plus en plus de ménages wallons peinent à se loger décemment; les pouvoirs publics semblent encore bien peu conscients des situations de vie réelles. Dès lors, ils n'ont de cesse de faire entrer les personnes dans une norme, soutenant, par exemple, avant tout l'acquisition (et donc l'endettement hypothécaire) sans tenir compte du fait qu'en Wallonie, 410.000 ménages sont locataires, sans lutter contre la spéculation foncière et immobilière, mais aussi sans faire pression pour rééquilibrer la relation inégale entre bailleurs et locataires, etc. Face à ces inégalités, un grand nombre d'associations se mobilisent. Mais, bien souvent, elles agissent seules sans se regrouper pour avoir davantage de poids. Conscientes de cette faiblesse, plusieurs associations, dont le MOC et les Equipes Populaires, se sont rencontrées il y a un peu moins de deux ans à l'initiative du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), avec la volonté de créer le Rassemblement wallon pour le droit à l'habitat (RWDH).

Un acteur social en devenir

Né en octobre 2014, le RWDH pourrait devenir cet acteur social fort dont la Wallonie progressiste a besoin. Outre le fait de s'associer pour rendre effectif le droit au logement, le RWDH poursuit d'autres buts, comme travailler «*à une concertation et une construction collective pour que le RWDH devienne une force -de veille, d'analyses, d'interpellations, de propositions/recommandations-, un interlocuteur des pouvoirs publics sur les questions transversales majeures de l'habitat/de l'habiter en Wallonie. Plus qu'une fédération, ce Rassemblement mettra tout en œuvre pour rendre effectif le droit au logement et, plus largement le droit à l'habitat/l'habiter en Wallonie. POUR TOUS et AVEC TOUS sans distinction et discrimination*».

En deux ans, le RWDH s'est structuré autour d'une charte et d'un cahier de revendications. Parallèlement, fort du transfert des compétences du logement de l'État fédéral vers les Régions, le Gouvernement wallon a décidé d'adopter une note qui précise sa politique du logement tant pour le secteur public que pour le secteur privé. Dès lors, le RWDH et ses associations se sont investis pour peser sur la nouvelle politique wallonne du logement. Ainsi, plusieurs propositions ont été formulées, comme la création d'un fonds de garanties locatives universel, obligatoire et sans discrimination; un renforcement du nombre et de la qualité des logements sociaux; et aussi un encadrement des loyers des logements privés qui garantit les droits des locataires et objective le prix des locations. En outre, le RWDH soutient les alternatives d'habitat, telles que l'habitat kangourou, groupé, caravanes, yourtes, squats… Il ne s'agit pas de promouvoir le sous-logement, mais bien de soutenir les gens dans leur choix ou les contraintes qui les amènent à y vivre, afin qu'ils soient considérés comme des citoyens-nes.

Des revendications pour le logement public

En ce qui concerne le logement public, le RWDH porte notamment différentes revendications. En voici une série:

- Réserver la priorité des logements publics aux populations qui en ont le plus besoin;
- Considérer l'obligation de 10% de logement public, par commune (ou bassin de communes), comme un plancher et non un plafond, et maintenir intégralement les financements au-delà des 10%;
- Favoriser leur rénovation plutôt que leur vente, en élaborant un cadre pour l'auto-rénovation;
- Concevoir une allocation-loyer pour les personnes en attente d'un logement social;
- Maintenir l'objectivité introduite dans les critères d'attribution, tout en clarifiant leur application;
- Améliorer et renforcer les relations entre les Sociétés de logement de service public (SLSP) et les locataires, et, notamment, évaluer le rôle des référents sociaux;
- Associer les habitants et associations de terrain à l'élaboration des politiques du logement public.

Mais aussi pour les logements privés

Le RWDH demande, pour le secteur privé, la création d'un fonds central de garantie locative ou un système de mu-

tualisation géré par un opérateur public ou semi-public. Dans tous les cas, le système doit rencontrer différentes conditions: être universel et obligatoire, condition nécessaire pour garantir son caractère non discriminatoire et sa viabilité; s'accompagner d'un mode de sanctions en cas de manquements; être «transportable» d'un contrat de location à l'autre; fonctionner sur la base d'un mécanisme de concertation et de médiation permettant un règlement alternatif des conflits et une sécurisation des deux parties; permettre une épargne complémentaire facultative à la garantie; ouvrir à la fois les dégâts et les arriérés; être indépendant d'un contrôle préalable de salubrité du logement (que pratiquent certains CPAS).

Au niveau de la régulation des loyers privés, le RWDH revendique la création de grilles des loyers, basées sur les caractéristiques des logements, y compris leur performance énergétique. Ces grilles de loyers doivent être réfléchies en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés.

En outre, l'instauration de Commissions paritaires locatives composées de représentants de locataires et propriétaires (CPLP) est un élément important. Il est donc nécessaire d'engager la réflexion sur une taxation plus juste des revenus issus de l'immobilier, sur base de loyers objectivés.

Au niveau des alternatives d'habitat, existantes ou à venir, le RWDH demande de travailler à sécuriser les habitants en élaborant ou en adaptant les dispositifs législatifs. Parmi eux, l'application stricte du droit de domiciliation doit être garantie ainsi que la suppression du statut de cohabitant et l'individualisation des droits.

Les associations qui sont à l'initiative du RWDH:

Association Régionale des Centres d'Accueil (ARCA), Banalbois (Hatrival-Prov Luxembourg), Collectif l'AMA (association des maisons d'accueil), Le Collectif Logement de Hannut, Comme Chez Nous (Charleroi), Domino Lafontaine(Dinant), Équipes Populaires, Fédération des Maisons d'Accueil et des services d'aide aux sans-abris (AMA), Gabs (Auvelais), Habitat et Participation, Habitat Service(Liège), Ligue des familles, Miroir Vagabond (Namur-Luxembourg), Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC), Pose ton sac (Charleroi), Rassemblement des Associations de Promotion du Logement (RAPeL), Relogeas (Charleroi), Réseau Brabançon du Droit au Logement (RBDL), Réseau Wallon d'Accès Durable à l'Energie (RWADé), Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP), Solidarités Nouvelles (Wallonie), Collectif DAL Liège, Union Wallonne des Agences Immobilière Sociale (UWAIS).

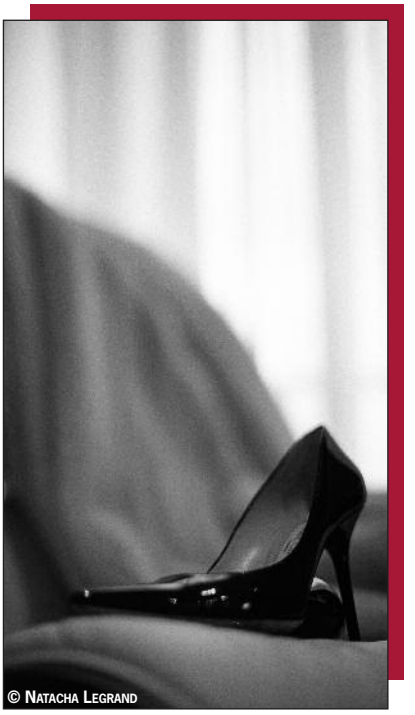
Un premier bilan positif

Après ces presque deux années de fonctionnement où le RWDH s'est construit dans un processus de type *work in progress*, l'association s'est posée l'espace d'une journée pour explorer son identité collective et envisager ses choix stratégiques. Le travail est en cours et une première analyse a déjà été esquissée par Jean Blairon de RTA[1], sur base d'une série d'enjeux exprimés par les participants.

Au niveau politique, il est nécessaire d'établir une cohérence entre les différents niveaux de pouvoir qui ont en charge des compétences liées à l'habitat. Dans les discours, les représentants politiques prônent la simplification administrative. En réalité, ils rajoutent des éléments qui rendent les politiques de plus en plus schizophréniques. Pour éviter que le politique fasse le bien des gens malgré eux à coup de normes et d'obligations contre-productives, il est indispensable d'établir des concertations entre l'ensemble des acteurs tout en veillant à la qualité de la délibération dans un réel processus ascendant.

Au niveau social, les dispositifs liés aux allocations sociales moins élevées pour les cohabitants découragent toutes formes de solidarité et d'habitat collectif pourtant bien nécessaires quand on est en situation de fragilité et de précarité. Pour s'en sortir, les habitants doivent soit ruser, soit compter sur la bonne volonté des fonctionnaires chargés du contrôle qui acceptent de fermer les yeux.

Au niveau culturel, le choix du mode «d'habiter» appartient, ou devrait appartenir, à chacun-e tout en restant attentifs aux enjeux collectifs. Pourtant, l'habitat alternatif, perçu comme bidonville, souffre d'une image connotée négativement, même si ces habitants font souvent preuve de créativité et de résilience. De plus, tous ne sont pas demandeurs d'un logement conventionnel. Pour certains, ce mode de vie sans prêt à long terme et plus proche de la nature, leur convient mieux que de posséder des briques ou une maison unifamiliale.



© Reportage photo & 88

© Natacha Legrand

Ce n'est qu'un début…

Stratégiquement parlant, dans les mois à venir, le RWDH devra préciser comment il entend être un réseau d'échanges d'expertises et de bonnes pratiques entre ses membres et de développement des partenariats. Il devra également déterminer comment il compte faire pour devenir un acteur social majeur du logement à même d'agir efficacement pour le droit à l'habitat.

Si le RWDH caresse l'ambition de devenir cet acteur, il devra construire une cohérence sociétale en articulant les paradigmes sociaux, politiques et culturels de ses différentes associations membres dans un consensus solide. Cela passe nécessairement par une implication la plus large et la plus rigoureuse possible des associations -présentes et à venir- dans le RWDH.

Donc, un début prometteur et des perspectives ambitieuses pour un acteur social que l'on attend depuis trente ans en Wallonie. ■

1. www.intermag.be/archives/lien-champ-socio-economique/565-droit-a-l-habitat-quels-choix-strategiques-pour-le-rassemblement-wallon-pour-le-droit-a-l-habitat-rwdh

Dates à épingler

Pour une société de soin partagé!
Sémaine d'études de Vie féminine

Dates: du 4 au 6 juillet
Lieu: Centre scolaire Asty-Moulin
Rue de la pépinière 101 à Namur
Programme et inscription:
www.viefeminine.be/spip.php?rubrique582&var_mode=calcul

La FOPES

Ce master universitaire est accessible grâce à la «Valorisation des acquis de l'expérience» ou par des passerelles à certains diplômés de Hautes Ecoles pour adultes engagés dans la vie professionnelle et sociale. Il se déroule en horaire décalé le jeudi en journée ou le samedi, et d'une soirée par semaine. La FOPES vous donnera des outils utiles à la réflexion, à l'innovation et l'engagement.
Cet automne, des groupes s'ouvriront à Arlon, Charleroi et Louvain-la-Neuve.

Pour en savoir plus:
www.youtube.com/watch?v=NCPyFkN46go&feature=youtu.be
Info: FOPES secrétariat - Tél.: 010/47.39.07
Mail: chantal.grandmaire@uclouvain.be
www.uclouvain.be/opes
Séances d'informations: FOPES à Louvain-la-Neuve (Rue de la lanterne Magique, 32 Local D.144): 6 juillet et 16 aout à 18h00

«Chassons les vrais monstres!»

Au programme: **Le festival Esperanzah!** sera une zone hors TTIP et «Welcome Refugees!» La thématique sera déclinée en plusieurs projets forts mettant en avant les alternatives au modèle imposé avec un programme culturel varié: un court-métrage de fiction exceptionnel sur le TTIP, un projet de radio itinérante, une collaboration avec le Collectif Citoyen Solidaire de Namur pour les réfugiés, une pièce de théâtre réécrite pour le Festival, la projection de films forts, des débats, un concert spécial Força Esperanzah!, un envoi de lettres massif à nos députés.

Dates: Du 5 au 7 aout
Lieu: Abbaye de Floreffe
Pour en savoir plus sur la programmation et les infos pratiques: www.esperanzah.be

«Pour changer l'école et la société»

45e Rencontres pédagogiques d'été de ChanGements pour l'Egalité

Dates: du 16 au 21 aout
Lieu: Centre culturel La Marlagne à Wépion
Infos: Tél.: 02/218.34.50
Programme:
www.changement-egalite.be/spip.php?article3470

Islams et mondes contemporains:
des enjeux complexes

Dates: Du lundi 22 au samedi 27 aout de 9h15 à 17h15
Lieu: Louvain-la-Neuve
Programme de l'école d'été: combinaison de cours magistraux, d'ateliers et une journée d'étude dans une approche de pédagogie d'adultes et d'esprit de travail universitaire critique et documenté. Voir: www.uclouvain.be/685349.html
Infos: Centre Interdisciplinaire d'Etudes de l'Islam dans le Monde Contemporain (IACCHOS-UCL) Ghaliya Djelloul - Tél.: 010/47.42.46
Mail: ghaliya.djelloul@uclouvain.be
Inscription:
Mail: summerschool-cismoc@uclouvain.be

Fiesta City
«Protection sociale»

Festival musical gratuit avec différentes scènes: concerts, village gourmand et associatif, espace enfants.

Dates: du 26 au 28 aout 2016
Lieu: Verviers
Présence de Solidarité mondiale et participation au village associatif
Programmation: www.fiestacity.be
Infos: Elodie VANMECHELEN CIEP-MOC
Tel.: 087/33.77.07 - www.mocverviers.be

Manifestation contre le TTIP-CETA

Date: 20 septembre à 17h00
Lieu: Rendez-vous au Quartier européen à Bruxelles
Plus d'infos: www.stopttip.be

Festival Tempo Color

Date: 24 septembre
Lieu: Liège place Saint Lambert
Infos: www.tempocolor.be

Accueil en région de partenaires du Sud de Solidarité Mondiale

Du mercredi 5 au mercredi 12 octobre 2016, accueil de partenaires de Solidarité Mondiale à Liège (RD Congo), Verviers (Sénégal), Brabant wallon et Bruxelles (RDCongo, tbc)

Contacts: Nicolas Laermans (MOC Liège: 04/232.61.65); Elodie Van Mechelen (MOC Verviers: 087/33.77.07); Laurence Guillaume (CIEP Brabant wallon: 067/21.89.91); Pietro Tosi (MOC Bruxelles: 02/557.88.35)

Adresses des centres régionaux du CIEP

BRABANT WALLON
boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES
rue Plétinckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/557.88.35

CHARLEROI - THUIN
boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE
rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT CENTRE
La Louvière:
rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20
Mons:
rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons
065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL
Tournai:
av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64
Ath:
rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31
Mouscron:
rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME
Liège:
rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61
Huy:
av. Albert 1er, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG
rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

NAMUR
Centre L'Ilon - rue des Tanneries, 1
5000 Namur - 081/22.68.71

VERVIERS
rue du Centre, 81 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST
VHS - Rotenbergplatz, 19
4700 Eupen
087/59.46.30

Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:
Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

ciep du MOC

Avec le soutien de

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

culture.be